

Le ministère accuse le Cnapest de «prendre en otages» les élèves

Le conflit durcit dans l'Education

Page 2



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3514 - Mardi 17 mars 2015 - Prix : 10 DA

18 morts et 55 blessés en 24 heures

Les ravages de «la route qui tue»

Page 4



Industrie pharmaceutique

De nouvelles unités en voie de réalisation

Page 2

La Syrie, Etat et régime

Par Mohamed Habili

Les Etats-Unis ont attendu que la crise syrienne boucle sa quatrième année pour donner le sentiment de ne plus faire du départ de Bachar Al Assad le préalable à toute solution politique à un conflit dont on s'accorde à dire qu'il est de par son coût en termes humains le plus terrible que le monde ait connu depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les déclarations de leur secrétaire d'Etat, précédées de celle du chef de la CIA, sont en tout état de cause d'une tonalité fort différente de celles qui auparavant avaient trait au même sujet. John Kerry aussi bien que John Breinen semblent être désormais sur la même longueur d'onde que l'émissaire onusien, Staffan Di Mistura, pour qui le régime syrien doit être perçu comme une partie de la solution non comme une partie du problème. D'une certaine façon, le chef de la CIA a été plus explicite encore à ce propos en affirmant qu'il n'entre absolument pas dans les intentions de son pays de faire tomber l'Etat syrien. Bien entendu, cette précision suppose que les Américains continuent de faire une nette distinction entre gouvernement et Etat syriens, et qu'ils sont donc toujours à la recherche d'un moyen leur permettant de préserver l'un tout en se débarrassant de l'autre. **Suite en page 3**

Le mandat de ses instances dirigeantes expire cette semaine

Risque de crise d'illégalité au FLN



Ph > E. Soraya/J. A.

A partir du 20 mars, le vieux parti va se retrouver sans instances dirigeantes conformes à la réglementation régissant les partis politiques sachant que celles-ci sont issues du 9^e congrès du parti tenu les 19 et 20 mars 2010. En matière de réglementation, la loi sur les partis politiques exige la tenue des congrès dans les délais pour que les formations politiques puissent exercer, notamment leurs activités partisanses. **Lire page 3**

«Frères en tout lieu» ce mardi à Tizi Ouzou

La caravane «Khawa Fi Koul Makane» fait escale

Page 24

Exposition de Tayeb Laidi à Ezzou'art

Quand la calligraphie arabe s'inspire de l'écriture gothique

Page 13

Béjaïa Rassemblement et marche du Cnapest

DES CENTAINES d'enseignants ont convergé hier vers le siège de la direction de l'éducation où ils ont observé un rassemblement synchronisé avec d'autres wilayas sous la houlette du conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique de l'éducation (Cnapest). Un rassemblement décidé lors du conseil national du syndicat tenu le 11 du mois en cours, rappelle-t-on. Cette action a été appuyée par une marche vers le siège de la wilaya puis la cour de justice et un retour au siège de la direction de l'éducation via la rue Nacéria. «Ces actions d'accompagnement viennent en appui à la grève entamée à l'échelle nationale depuis le 16 février dernier», nous disait hier le coordinateur du Cnapest à Béjaïa Slimane Zenati qui annonce la tenue d'un rassemblement national prochainement à Alger. Notre interlocuteur dira que «la tutelle a opéré un recul par rapport à ses engagements antérieurs et rappelle que les négociations menées antérieurement et la réunion du 8 mars dernier n'a pas donné de réponses concrètes aux revendications des enseignants, notamment l'application du code de la médecine du travail, le départ à la retraite après 25 ans d'exercice, les promotions systématiques aux nouveaux grades et aux postes d'enseignant principal et d'enseignant formateur, la promulgation d'une circulaire interministérielle favorisant l'accès des enseignants au logement, la régularisation des enseignants dit en voie d'extinction, la mise à jour de la prime du Sud et l'installation d'une commission gouvernementale chargée de recenser les biens et fonds des œuvres sociales entre 1994 et 2010». M. Zenati dira aussi que «le Cnapest exige la concrétisation des engagements consignés dans les procès-verbaux des réunions antérieures». Lequel rappelle que «le taux de suivi de la grève est toujours de 95%», un taux beaucoup plus moindre annoncé par la cellule de communication de la direction de l'éducation qui l'a évalué à «62%» dans le secondaire. Pour sa part, Djoudi Touazi président du bureau de Béjaïa de la Fédération des parents d'élèves a appelé hier à «la responsabilité et à la raison». Il a appelé les enseignants au «gel de la grève pour ne pas compromettre l'avenir des élèves». Pour lui, «la responsabilité incombe au syndicat comme à la tutelle». Il dira sur radio Soummam hier que «le gouvernement doit réagir car il y a des limites à tout». Il a estimé que «des revendications sont légitimes, mais pas d'autres, notamment le départ à la retraite après 25 ans d'exercice». Il dira: «Cette façon de faire va briser l'avenir de nos enfants». De leur côté les élèves des classes d'examen telles que le baccalauréat estiment qu'ils sont pris «en otages». Ils n'ont pas manqué d'exprimer, ces derniers jours, leur angoisse à propos de leur avenir et disent que «les CD ne changeront rien, car les cours sont difficilement assimilables déjà en classe». Certains demandent à la tutelle de «fixer un seuil aux programmes».

Hocine Cherfa

Le ministère accuse le Cnapest de «prendre en otages» les élèves

Le conflit durcit dans l'Éducation

■ Hier, un responsable du département de Nouria Benghebrit a accusé le Syndicat des enseignants de prendre en otages les élèves. «Je ne parlerai pas de bras de fer entre le ministère de l'Éducation nationale et le Cnapest, mais plutôt de chantage». Ce syndicat, selon le même responsable, «depuis une dizaine d'années, recommence à chaque fois le même scénario à la même période».

Par Meriem Benchaouia

La grève déclenchée par le Cnapest devrait aggraver davantage la situation, d'autant plus qu'aucun terrain d'entente n'a pu être trouvé en dehors de longues heures de négociations entre le syndicat et les représentants de la tutelle. Ce qui impose à la tutelle de tout faire pour rattraper le retard entraîné par ce mouvement de protestation qui a entamé hier son deuxième mois, afin d'éviter le spectre de l'année blanche, mais surtout pour que les candidats au baccalauréat puissent se préparer pour les épreuves décisives qui les attendent en juin prochain. Hier, un responsable du département de Nouria Benghebrit a accusé le Syndicat des enseignants de prendre en otages les élèves. «Je ne parlerai pas de bras de fer entre le ministère de l'Éducation nationale et le Cnapest, mais plutôt de chantage», a déclaré Nedjadi Messeguem, inspecteur général au niveau du ministère de l'Éducation nationale sur les ondes de Radio nationale. «Le syndicat prend en otages les élèves et surtout ceux du baccalauréat», a-t-il déclaré. Selon M. Messeguem, «le Cnapest, depuis une dizaine d'années, recommence à chaque fois le même



Ph/Le Jour

scénario à la même période». L'inspecteur général estime que le Cnapest «n'est plus dans son rôle d'organisme socioprofessionnel, mais il va au-delà de cette mission qui est devenue beaucoup plus politique». Dans ce contexte, il a appelé «la société et les parents d'élèves à réagir». S'en prenant vertement au syndicat du Cnapest, dont la persistance de la grève est en train de perturber la période d'examen, il l'a accusé de n'être pas dans son rôle d'organisme socioprofessionnel mais dans celui d'un «acteur politique». M. Medjadi rappelle que son ministère avait engagé des négociations, 10 heures durant, avec les

syndicats autour de 14 revendications «auxquelles, indique-t-il, nous avons répondu favorablement». Il dit ne pas comprendre qu'en plus de réclamer un départ à la retraite au bout de 25 années d'activité et une promotion «automatique» des enseignants, le Cnapest revendique, de plus, un avancement automatique dans le grade en faveur de ces derniers «sans qu'ils ne suivent une formation, ou ne subissent un examen de niveau». L'inspecteur de l'Éducation nationale annonce qu'il a été convenu d'une nouvelle rencontre avec ce syndicat «pour trouver une issue à la crise» soulignant, toutefois, que celui-ci,

tout comme les autres organisations, adhèrent à une Charte d'éthique et de stabilité. Faisant un constat alarmant, M. Messeguem a avoué que la situation est «grave». «L'école qui est en danger doit revoir sa copie», dit-il. Pour lui, «nous avons besoin d'individus qui ont de l'audace, qui savent persévérer et proposer, mais malheureusement l'école ne fait pas tout ça». Soulignant que les élèves se trouvent «disqualifiés», des suites de la régression du niveau scolaire constaté au cours des dix dernières années, l'inspecteur a affirmé que le système d'enseignement n'a plus, aujourd'hui, «ni le niveau des pays développés, ni celui des pays sous-développés». Questionné sur le retard occasionné par la grève de certains enseignants, il a affirmé que celui-ci était «rattrapable». «On a déjà réalisé, ajoute-t-il, 75% des programmes et nous avons remis des CD aux élèves afin qu'ils puissent réviser les programmes d'enseignement qu'ils auraient pu rater». Il a également affirmé que «plusieurs enseignants retraités seront recrutés». L'invité a assuré, par ailleurs, que les examens de fin d'année ne seront pas repoussés à une date ultérieure et qu'ils se dérouleront à la date fixée initialement.

M. B.

Industrie pharmaceutique

De nouvelles unités en voie de réalisation

Près de 80 nouvelles unités destinées à la production pharmaceutique sont en voie de réalisation en Algérie afin de réduire la part des produits pharmaceutiques importés, a indiqué hier, le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf.

L'industrie pharmaceutique nationale a connu, ces dernières années, un engouement «exceptionnel» en matière d'investissements, avec pas moins de 80 unités de production en phase de construction, en plus de celles opérationnelles.

S'exprimant lors d'une conférence de presse organisée à l'École nationale supérieure des sciences politiques sur le thème «La politique générale de santé en Algérie», le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf a indiqué que «l'industrie pharmaceutique nationale sera dotée de 80 nouvelles unités de production de médicaments pour réduire la part des produits pharmaceutiques importés. Ces unités vont couvrir plus de 45% de la demande nationale en médicaments». Le dossier relatif à la promotion de l'industrie pharmaceutique fait l'objet d'un intérêt particulier de la part de son département, a souligné le ministre de la Santé, rappelant les aides accordées par les autorités publiques au secteur. A travers tous ces projets, le ministre a émis le souhait de faire de l'Algérie un «grand pôle» dans la fabrication des médicaments.

Par ailleurs, le ministre de la Santé a tenu à féliciter le laboratoire national de contrôle des produits pharmaceutiques pour des efforts consentis dans ce domaine. «C'est



Ph/E. Sorayef/A.J.

grâce à ce laboratoire que l'Algérie n'a pas connu la contrefaçon des médicaments. C'est grâce à ce laboratoire que des médicaments contrefaits sont retirés immédiatement du marché algérien», a témoigné le ministre, ajoutant que «parmi les pays arabes, l'Algérie est le seul pays épargné par ce phénomène répandu même dans les pays développés».

Lors de la présentation d'un bilan du secteur de la santé depuis l'indépendance, Abdelmalek Boudiaf est revenu sur la facture des importations des médicaments. Pour le ministre la hausse de la facture d'importation des médicaments est due à plusieurs facteurs, notamment l'augmentation des cas de cancer en Algérie. Il a rappelé que 60% de cette facture sont destinés à l'acquisition de

médicaments anticancéreux.

Les blessés de In Salah «se portent bien»

Le ministre de la Santé a tenu hier à rassurer que les blessés de l'accident de la circulation survenu tôt dimanche au nord d'In-Salah «se portent bien». «Les blessés qui sont actuellement hospitalisés se portent bien et sont très bien pris en charge», a déclaré M. Boudiaf à la presse en marge d'une conférence sur «La place de la santé dans le développement national, enjeux et défis», soulignant que «leur vie est hors de danger».

Louiza Ait Ramdane

Le mandat de ses instances dirigeantes expire cette semaine

Risque de crise d'illégalité au FLN

■ A partir du 20 mars, le vieux parti va se retrouver sans instances dirigeantes conformes à la réglementation régissant les partis politiques sachant que celles-ci sont issues du 9^e congrès du parti tenu les 19 et 20 mars 2010. En matière de réglementation, la loi sur les partis politiques exige la tenue des congrès dans les délais pour que les formations politiques puissent exercer, notamment leurs activités partisanes.

Par Nacera Chennafi

Le mandat de cinq ans des instances dirigeantes issues du IX^e congrès va expirer à la fin de la semaine en cours. Le comité central, instance suprême du parti, n'aura plus de légitimité ni de légalité dans la prise de décisions. A partir du 20 mars, le vieux parti va se retrouver sans instances dirigeantes conformes à la réglementation régissant les partis politiques sachant que celles-ci sont issues du 9^e congrès du parti tenu les 19 et 20 mars 2010. En matière de réglementation, la loi sur les partis politiques exige la tenue des congrès dans les délais pour que les formations politiques puissent exercer, notamment leurs activités partisanes. La direction du FLN ou bien les partisans de Amar Saadani, dont la dernière intervention publique remonte au 24 février, sait bien que légalement le mandat de cinq ans des instances dirigeantes issues du 9^e congrès va expirer à la fin de la semaine en cours mais affirme qu'elles restent «légitimes du point de vue politique», puisque la décision de reporter le congrès est relative à la question de la révision de la Constitution. Le secrétaire général du parti du Front de libération nationale, Amar Saadani avait déclaré que le 10^e congrès du parti n'avait pas été reporté,



Ph/E. Soraya/J.A.

ajoutant que sa tenue demeurerait tributaire de questions nationales «fondamentales» dont la révision constitutionnelle. Lors d'une précédente réunion avec les secrétaires de mouhafadhat et les présidents des commissions transitoires du parti, il a expliqué que les statuts qui devront sanctionner le prochain congrès du FLN «doivent être adaptés aux dispositions de la nouvelle constitution», «Il est évident que ces statuts doivent tenir compte des différentes propositions soumises par le parti dans

le cadre des consultations sur la révision constitutionnelle», avait estimé Saadani. Le SG du FLN avait rappelé que la nouvelle vision du parti s'articulait autour de la base «à laquelle reviendrait le dernier mot», soulignant que le prochain congrès serait organisé au niveau de la base et non à Hydra (siège du parti), en allusion à ses rivaux qu'il accuse de «marginaliser sa base». Saadani a appelé les mouhafadhat à se préparer pour le 10^e congrès, en présentant des propositions concrètes, rappelant que «la

principale mission de la direction du parti consiste uniquement en la coordination, tandis que la base doit se charger du reste». Cependant sur le terrain, depuis l'installation de la commission nationale chargée de la préparation du congrès, aucune autre mesure n'a été prise sauf l'installation de nouvelles mouhafadhas et le renouvellement de celles déjà existantes. D'autre part, le deuxième comité central qu'il devait tenir avant la fin de 2014 n'a pas eu lieu. Les contestataires de la légitimité d'Amar Saadani à la tête du FLN, dont le groupe de Abderrahmane Belayat et redresseurs qui sont sous la houlette de Abdelkrim Abada qui continuent à organiser des rencontres pour mobiliser la base et la sensibiliser contre les pratiques illégales du secrétaire général et pour Belayat, il sera question de convoquer le congrès du parti et réitérer son appel à autoriser la convocation d'une session extraordinaire du comité central. Il est signalé que le vieux parti a entamé la préparation de son congrès prévu au début de 2015 et le FLN ne veut pas être hors-jeu des changements qui auront probablement lieu après la révision du texte fondamental de la République. Cependant, rien n'est encore clair sur le délai dans lequel interviendra cette révision.

N. C.

Abdelouahab Nouri à Boumerdès

«2 761 milliards de dinars équivalant à 35 milliards de dollars de production agricole en 2014»

Le secteur de l'agriculture a produit en 2014 pas moins de 2 761 milliards de dinars équivalant à 35 milliards de dollars», a indiqué hier, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelouahab Nouri à la salle de conférences de l'INH de Boumerdès, en marge de l'ouverture du 1^{er} forum national des jeunes agriculteurs. Dans son intervention d'ouverture, le ministre a déclaré que le programme, quant au développement du secteur de l'agriculture lancé le 28 avril 2009 à Biskra par le président de la république, Abdelaziz Bouteflika, a donné ses fruits. «Les chiffres sont là et les statistiques le confirment», s'est-il félicité. Il a ajouté la hausse considérable de la production de la pomme de terre enregistrée en 2014 qui a atteint 50 millions de quintaux, alors qu'au terme des 5 dernières années la production était de 16 millions de quintaux. Aujourd'hui, l'Algérie n'importe plus de pomme de terre mais elle produit, s'est targué le ministre. La surproduction de ce produit lors de la campagne 2014 a contraint l'Etat à intervenir et subvenir aux attentes de producteurs de pomme de terre. Dans ce contexte, pour une meilleure prise en charge de la production en charge et éviter toutes les spéculations, un

consensus est trouvé avec le ministère du Commerce pour la régulation des marchés et des ventes sans aucun intermédiaire soit : producteur-consommateur. Par ailleurs, le ministre a évoqué la visite qu'il a effectuée la veille dans la wilaya de Saïda, pourtant steppe. Il a expliqué les terres exploitées et les constats, hier, à la wilaya de Saïda qui relève de l'exploit. Il a cité une exploitation agricole collective (EAC) qui s'étale sur 10 km et une superficie de 1 200 ha. Il a ajouté que 1 500 000 plants d'oliviers, 200 ha de cerisiers et d'autres arbres fruitiers dont des poiriers, des pommiers. Cette une fierté pour tous les Algériens. Lesquels convaincus et avec le soutien de l'Etat ont réalisé l'impossible.

«60% des prétendants à l'Ansej se sont investis dans l'agriculture»

Le ministre est contre l'idée du manque de main-d'œuvre dans le domaine. Selon lui, 60% des prétendants au dispositif de l'agence de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) se sont investis dans le secteur de l'agriculture. Pour le ministre la modernisation du secteur est inévitable. La nouvelle génération d'agri-

culteurs est à encourager. La raison pour laquelle le président de la République lors du dernier Conseil des ministres a encouragé les agriculteurs avant de lancer le projet de 1 000 000 d'hectares irrigués, lequel atteindra en 2019-2020 les 2 000 000 millions d'hectares. Il est du devoir de l'agriculteur de produire plus pour assurer l'autosuffisance alimentaire et aussi pour prétendre à exporter. Abdelouahab Nouri a applaudi le colloque, comme il a tenu à le déclarer, devant des centaines d'agriculteurs émanant de 35 wilayas du pays dont Tamarrasset, Ouargla, Illizi, Tindouf, Djelfa. Cela permettra aux agriculteurs algériens de s'échanger les relations et les techniques agricoles.

Par ailleurs, le wali de Boumerdès, Kamal Abbas, dans son intervention a indiqué que la wilaya de Boumerdès est à vocation agricole et touristique avec 98 000 ha de terre agricole dont 64 710 ha de terres dont 20 000 ha irriguées. Elle couvre 45% de la production nationale dans les cultures d'agrumes. Avant de conclure son intervention, il a rappelé que pas moins de 88 projets dans l'agriculture ont été traités par le Calpiref pour 46 milliards de dinars.

A.Kichni

LA QUESTION DU JOUR

La Syrie, Etat et régime

Suite de la page une

En théorie, ou plus exactement dans l'absolu, un gouvernement, et même un régime, ne s'identifie pas à l'Etat dans lequel ils sont apparus. Concrètement toutefois, un Etat peut ne pas avoir atteint le niveau de maturité à partir duquel il est en capacité de mener une vie autonome par rapport aux pouvoirs se succédant à ses manettes. En Tunisie et en Egypte, on a bien vu des présidents qui se sont identifiés à leurs Etats respectifs mais qui à la fin ont été forcés de partir. Leurs chutes n'ont pas entraîné celles de leurs Etats. Le cas de la Libye de Kaddafi, et antérieurement à lui, celui de l'Irak de Saddam Hussein, sont déjà plus ambigus, encore qu'ils ne soient pas tout à fait analogues. Depuis l'invasion de l'Irak par l'armée américaine en 2003, ce pays échoue à retrouver sa stabilité, ce qui tout de même dure depuis plus d'une décennie. On peut se demander s'il est toujours en mesure de renouer avec elle tout en conservant sa forme unitaire première. Si tel n'est pas le cas, alors force sera de reconnaître qu'Etat irakien et pouvoir dictatorial, du genre même incarné un temps par Saddam Hussein, sont indissolublement liés. Le cas libyen n'est pas assez ancien pour qu'il soit possible de tirer à son sujet une conclusion similaire, encore qu'il donne l'impression d'être retombé dans des divisions si profondes et si vivaces qu'il aura probablement du mal à s'en relever par ses seules forces. L'Etat syrien pourrait bien lui aussi se révéler inséparable du régime actuel. Il existe un trait commun aux deux pays voisins, Syrie et Irak : leur pluralisme confessionnel et ethnique, qui n'est viable que dans le cadre d'un Etat séculier particulièrement développé et solide. Le régime dictatorial est une façon de tenir toutes ces composantes ensemble dans le contexte d'un Etat jeune, assis sur des bases par la force des choses encore fragiles. Pour résister aux intempéries de l'histoire, le régime démocratique doit reposer sur un Etat fortement charpenté. Est-ce déjà le cas en Syrie ? Il serait extraordinaire qu'il en soit ainsi. Mais on ne peut vraiment le savoir que si le régime de Bachar Al Assad, ou plus exactement celui des Assad, tombe sans que l'Etat syrien connaisse le même sort. Alors seulement la preuve sera faite que le régime syrien est une dictature ne répondant à aucune nécessité historique, le simple régime monarchique d'une famille parasitaire qui se maintient par la terreur policière en temps de paix civile, par la guerre civile en temps de crise.

M. H.

18 morts et 55 blessés en 24 heures

Les ravages de «la route qui tue»

■ Un bus s'est renversé à Ohanet, commune d'In-Amenas (Illizi), et a fait trois morts et 21 autres ont été grièvement blessés, ainsi que la mort de 11 personnes et 25 blessés à In Salah, a-t-on appris auprès de la Protection civile.

Par Thinhinene Khouchi

Les routes algériennes sont le témoin d'un vrai ravage humain. Avant-hier, un accident qui s'est produit suite au renversement d'un bus de transport de voyageurs assurant la liaison El-Oued-Debdeb, au niveau du point kilométrique PK-30 en allant vers la commune de Debdeb, a fait trois morts et 21 blessés, a-t-on appris auprès de la Protection civile.

Les corps des victimes ont été déposés à la polyclinique d'Ohanet où ont été également transférés certains des blessés, sachant que d'autres ont été évacués à l'infirmerie de la base de vie de Sonatrach, a-t-on précisé. Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie pour déterminer les circonstances exactes de ce tragique accident.

Un autre accident de la circulation s'est produit, avant-hier, au nord d'In-Salah faisant 11 morts et 25 blessés. Cet accident s'est produit suite à une violente collision entre un bus de transport de voyageurs assurant la liaison



Tamanrasset-Béjaïa et un camion semi-remorque. Le drame s'est produit sur la RN°1, à 80 km d'In Salah (Tamanrasset) en allant vers El-Menia, Ghardaïa.

«Les blessés qui sont actuellement hospitalisés se portent bien et sont très bien pris en charge», a déclaré M. Boudiaf à la presse en marge d'une conférence sur «La place de la santé dans le développement national, enjeux et défis», soulignant que «leur vie est hors de danger».

Ces accidents ne sont qu'une suite d'un long calvaire

roucier qui devient de plus en plus ingérable et intolérable. Plus de dix-huit personnes sont mortes et 55 autres ont été blessées dans douze accidents de la circulation routière survenus à travers des wilayas du pays durant la journée de dimanche, a indiqué hier, La Gendarmerie nationale dans un communiqué.

Le plus lourd bilan a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset, avec 11 personnes décédées et 30 autres blessées, a précisé la même source. Cet accident s'est produit sur la

RN.01 reliant In-Salah à El Menia (Ghardaïa) à 60 km au nord de la localité d'In Salah, lorsqu'un autocar se dirigeant de Béjaïa vers Tamanrasset est entré en collision avec un camion semi-remorque venant en sens inverse.

La wilaya d'Illizi a enregistré également à Bordj-Omar-Driss sur la route reliant Ouargla à Debdeb, un grave accident qui a causé la mort à 3 personnes et des blessures à 16 autres, a précisé la même source. Les wilayas de Bouira, Mostaganem,

Mascara et Oran ont enregistré chacune un décès alors qu'à Tipaza, Sétif et Khenchela les accidents ont engendré des blessés et des dégâts matériels importants, a ajouté le communiqué de la Gendarmerie nationale.

Le facteur humain demeure l'unique responsable de ces accidents mais n'est-il pas plus important de faire des recherches plus approfondies sur les causes réelles de ces accidents.

T. K.

Constantine

Bientôt un logiciel de gestion urbaine

LA GESTION informatisée des dossiers liés aux missions du service de l'urbanisme de l'Assemblée populaire communale (APC) de Constantine sera opérationnel «début 2016», a indiqué lundi un élu de la commune, Rafik Boutaghane. Cet élu, vice-président de l'APC chargé du service de l'urbanisme, a précisé dans une déclaration à l'APS, qu'une enveloppe de 5 millions de dinars a été mise en place pour former le personnel à l'utilisation d'un logiciel conçu à cet effet. Une quinzaine d'informaticiens veillent à l'encadrement des cycles de formation aux procédures de prise en charge de ce système d'information qui, une fois opérationnel, permettra aux citoyens de s'enquérir et de suivre, étape par étape et sans avoir à se déplacer, les divers dossiers qu'ils ont introduits auprès des services de l'urbanisme des délégations communales et de celui de l'APC-siège, a-t-il souligné. Le rapprochement de l'administration du citoyen, la rapidité de traitement, de l'étude et de l'examen des demandes des administrés et la simplification de la procédure de délivrance de différents documents (permis de construire, autorisations de conformité, d'engagements de travaux divers ou de démolitions) constituent, entre autres, les avantages qu'offrirait ce logiciel, a ajouté M. Boutaghane.

R. N.

2^e édition du Salon national de la formation continue

Les performances des relations humaines au menu

L'ouverture du 2^e Salon national de la formation continue organisé sous le haut patronage du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, aura lieu aujourd'hui à l'Office Riadh El-Feth, Alger.

«Impact de la formation continue sur les performances des RH de l'entreprise», tel est le thème retenu pour la 2^e édition du Salon national de la formation continue.

Le Salon de la formation continue se définit comme un carrefour de partage autour de

cette thématique, où pourront se rencontrer des prestataires et des entreprises en quête de partenariat dans le domaine de la formation interne et la recherche de développement.

La deuxième édition du Salon, organisée en collaboration avec l'Ansej, l'Anem, et la Cnac, verra ainsi la participation d'institutions de formation, des créateurs de projets, des entreprises et d'autres établissements étatiques. A noter que la première édition a visiblement enregistré un franc succès auprès des

participants. Cette dernière manifestation a été organisée au mois de juin de l'année passée à la demande des institutions et centres de formation continue privées et publiques. Suite à cela, l'agence de communication 3C a décidé de perpétuer cette manifestation, qui deviendra désormais annuelle. Insistant sur le fait que la stratégie de développement de l'entreprise doit replacer la formation au centre de la gestion des ressources humaines, le commissaire du Salon, le D' Ali Belkhiry estime

que «l'actualité liée à la chute des revenus pétroliers et la nécessité pour le pays de mettre en place une économie alternative qui s'appuie sur les entreprises locales a mis en exergue la nécessité pour les entreprises algériennes publiques et privées de se développer et d'être compétitives pour se placer sur le marché national et pouvoir se substituer à l'importation et aux entreprises étrangères».

T. K.

Procès aujourd'hui pour soutien aux groupes terroristes

Dix membres de la famille Abou Zeid au box des accusés

Le procès de dix personnes, membres de la famille Abou Zeid, accusés d'appartenance à un «groupe terroriste international» spécialisé dans l'enlèvement de touristes étrangers dans le sud algérien, aura lieu mardi devant le tribunal criminel d'Alger, a-t-on appris lundi de source judiciaire. Le tribunal criminel d'Alger avait déjà prononcé en 2012 des peines allant de 10 ans de réclusion criminelle à la perpétuité à l'encontre des accusés, y compris Abdelhamid Abou Zeid, abattu en 2013 au nord du Mali. Le jugement prononcé par le tribunal criminel d'Alger a fait l'objet d'un recours introduit auprès de la Cour suprême, qui a décidé de

réexaminer l'affaire au profit des accusés, à l'exception de Abdelhamid Abou Zeid, décédé. Selon l'arrêt de renvoi, les mis en cause sont poursuivis pour formation «d'un réseau de soutien» à un groupe terroriste international, qui activait dans le désert algérien et le Sahel, et avait pour objectif d'enlever des touristes étrangers, en vue de demander des rançons. Le dénommé Abou Zeid a adopté, selon la même source, «une nouvelle stratégie consistant à recruter des contrebandiers (drogue, carburant et armes) activant dans cette région du Sahara dans le but de les utiliser dans l'exécution de plans criminels». Outre le recrutement de nouveaux éléments

pour renforcer le groupe, les prévenus fournissaient aux terroristes des denrées alimentaires, du carburant et de l'argent en devises et utilisaient le trafic de drogue pour financer l'achat d'armes. Les accusés avaient organisé un faux barrage dans le sud pour voler des voitures de type 4x4 aux citoyens, en vue de les utiliser dans des attentats terroristes, dont l'attaque armée ayant visé des éléments de la Gendarmerie nationale à El Goléa en 2006, rappelle t-on de même source. Les mis en cause ont reconnu durant l'enquête judiciaire avoir soutenu le groupe terroriste dirigé par Abou Zeid.

Hani Y.

Pêche

Encourager l'intégration de l'aquaculture dans l'activité agricole

■ L'encouragement de l'intégration de l'aquaculture dans les activités agricoles, au regard de ses retombées positives, figure dans le cadre de la stratégie du ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques, a indiqué le ministre du secteur, Sid Ahmed Ferroukhi.

Phs/DR



Par Souad.H

Le ministre a estimé que le développement durable de l'aquaculture d'eau douce, en milieu saharien, ne peut se réaliser que si sont réunis les facteurs de disponibilité des sols, de l'eau douce et la préservation de la biodiversité. «La wilaya d'Adrar, à l'instar d'autres wilayas du Sud, recèle d'importantes potentialités la prédisposant à développer la filière de l'aquaculture saharienne», a-t-il affirmé à ce propos. Visitant un projet aquacole développé au niveau d'une exploitation agricole privée, lancée en 2008 dans la commune de Timi (sud d'Adrar), Ferroukhi a appelé à sélectionner une dizaine de jeunes exploitants agricoles

dans les wilayas du Sud, pour les faire bénéficier d'une formation dans le domaine, en vertu d'une convention avec le secteur de la formation professionnelle, et ensuite envisager l'appui de leurs projets par des financements via les dispositifs de l'emploi. Sur site, le ministre s'est enquis d'un projet aquacole devant être développé sur un site de 50 hectares et appelé à produire quelque 30 tonnes/an de poissons d'eau douce, à travers 10 bassins de 1 000 m² destinés à la production et un bassin de 600 m² pour l'éclosion. Le ministre a ensuite visité l'unité de développement de la recherche en énergies renouvelables, dans la commune d'Adrar, où il a valorisé une opération pilote d'exploitation de l'énergie solaire dans le

l'aquaculture, susceptible, a-t-il dit, «de contribuer sensiblement à la réduction des coûts d'exploitation et à la préservation de la biodiversité». Il a, à ce titre, appelé à la mise en place de groupes de travail, en coordination avec les partenaires, pour développer l'expérience de l'exploitation des énergies propres dans le domaine de l'aquaculture, et la généraliser aux différentes exploitations agricoles. Ferroukhi s'est aussi enquis d'un projet aquacole lancé, sur 30 hectares et pour un coût de 200 millions DA, au sein du périmètre agricole de Meraguène (nord d'Adrar), où d'amples explications lui ont été fournies sur ses capacités de production de poissons d'eau douce, estimées à 500 tonnes/an de Tilapia rouge

et de poisson chat. Le projet prévoit la réalisation de 16 bassins d'engraissement, d'une éclosion et d'une unité de transformation. Le ministre, qui a assisté à une opération d'ensemencement d'alevins dans les bassins aquacoles de ce projet, a mis l'accent sur la nécessité, dans ce domaine, de développer des modules moyens dans une première phase, avant d'augmenter progressivement les capacités de production, en tenant compte de la stratégie du secteur d'évoluer progressivement du stade expérimental à celui de la performance économique, à travers la disponibilité de la production et sa commercialisation. A l'antenne d'Adrar de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le déve-

loppement de la recherche, une présentation a été faite à la délégation ministérielle sur le projet de création par cet organisme d'un Centre d'élevage aquacole dans la commune de Bouda (ouest d'Adrar), projeté sur 15 hectares pour une capacité de production de 50 tonnes/an de différentes espèces de poissons d'eau douce. Le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques poursuit sa visite de travail de deux jours dans la wilaya par une rencontre de sensibilisation sur le développement de l'aquaculture, en présence des différents partenaires, la visite d'une exposition sur la filière aquacole et l'animation d'une émission radiophonique consacrée à l'aquaculture en milieu saharien, à l'horizon 2020.

S.H

Promotion de l'investissement via la concession

Trois laiteries projetées dans la wilaya de Tindouf

Trois projets de laiteries ont été avalisés par le Comité d'assistance à la localisation et la promotion de l'investissement et de la régulation foncière (Calpiref) de la wilaya de Tindouf, a-t-on appris hier de la direction locale des services agricoles (DSA). Trois assiettes de terrain ont été identifiées pour accueillir ces projets qui entrent dans le cadre de l'investissement via la concession, et des directives ont été données aux parties concernées afin de faciliter la délivrance des permis de construire aux promoteurs pour concrétiser ces projets appelés à contribuer à la maîtrise de l'opération de collecte, de

production et de commercialisation du lait au niveau local, a indiqué le directeur du secteur, Mohamed M'hamed Yahia. Ces projets bénéficieront du soutien de l'Etat concernant la poudre de lait et sa répartition entre ces laiteries de façon régulière, dans le but de promouvoir la filière du lait, dans ses différents segments, et d'encourager aussi la production locale de lait, que ce soit de chamelles, de caprins ou d'ovins, selon la même source. La wilaya a bénéficié, par ailleurs, dans le cadre d'une opération centralisée, d'un «important» projet de réalisation d'une chambre froide de 5 000 m³, afin d'assurer

une disponibilité des différents produits de consommation, a fait savoir le directeur du secteur en précisant qu'une société algéro-italienne va entamer prochainement sa réalisation. Cette chambre froide, selon le même responsable, va permettre d'assurer un certain équilibre dans la disponibilité de produits alimentaires, à l'instar des viandes, des fruits et légumes d'autres produits dont ont besoin les citoyens de la wilaya, à considérer l'éloignement de la région des centres d'approvisionnement en denrées alimentaires, dans le nord du pays.

R.G./APS

Dette grecque

Le pays doit tenir ses engagements, estime l'Espagne

La Grèce doit rester dans la zone euro et tenir ses engagements européens à l'instar des autres pays, a affirmé hier le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy. «Je ne veux pas que la Grèce sorte de l'euro. Je ne pense pas que cela serait bon pour la Grèce, ni pour l'ensemble des Européens. Mais, oui, j'aimerais que la Grèce respecte ses compromis comme nous le faisons tous», a déclaré Mariano Rajoy à la radio privée Onda

Cero. Samedi le ministre grec de la Défense Panos Kammenos a mis en garde contre une éventuelle sortie de la Grèce de l'euro, qui entraînerait selon lui un «effet domino» susceptible de se propager à l'Espagne. «Si la Grèce explose, alors l'Espagne et l'Italie seront les prochains. Et, à terme, l'Allemagne. C'est pourquoi nous devons trouver une solution à l'intérieur de l'euro», a-t-il dit au quotidien populaire allemand Bild. «L'Espagne a déjà

surmonté le pire», a répondu Mariano Rajoy, en écartant tout risque d'effet domino et en assurant que, contrairement à la Grèce, son pays «se finance parfaitement sur les marchés». «Nous sommes en conditions d'aider la Grèce mais la Grèce doit aussi s'aider elle-même et doit prendre des décisions comme l'ont fait d'autres membres de l'Union européenne, qui tous respectent leurs engagements», a insisté Rajoy. Le

Grèce souhaiterait bénéficier d'une plus grande tolérance de la part de la Banque centrale européenne (BCE) pour accéder aux liquidités. Le pays lorgne aussi le déblocage rapide, au moins partiellement, de la dernière tranche de prêts (7,2 milliards d'euro) prévue dans le cadre de la prolongation de l'aide financière décidée le 20 février par la zone euro et la FMI.

L.M./agence

Pétrole Le Brent ouvre la semaine à moins de 54 dollars à Londres

LES prix du pétrole poursuivaient leur baisse hier en cours d'échanges européens, le light sweet crude américain tombant même à un nouveau plus bas en six ans. Le baril de Brent de la mer du Nord (pour livraison en avril) a ouvert, hier, à 53,38 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 79 cents par rapport à la clôture de vendredi. Durant les échanges dans les marchés asiatiques, il est tombé à son plus bas niveau depuis début février, à 53,33 dollars le baril. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance perdait 44 cents à 44,40 dollars. Les cours de la référence américaine du brut sont tombés lundi à un nouveau plus bas en six ans à 43,57 dollars le baril. Beaucoup d'analystes avaient appelé à la plus grande prudence après le rebond des cours en février, prévenant que celui-ci ne s'était pas construit sur de solides fondations, les marchés du pétrole restant largement excédentaires.

Les cours du pétrole avaient entamé une phase de stabilisation au mois de février aidés par les températures froides dans l'hémisphère nord, des intempéries retardant les chargements en Irak ou au Koweït, ainsi que des perturbations liées aux violences en Libye. Mais la sortie du rapport mensuel de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a fait pression sur les cours de pétrole vendredi, et principalement sur ceux du WTI, la référence américaine. «La raison citée par l'AIE est un énorme excédent d'offre qui vient principalement de la production croissante des Etats-Unis», selon les analystes.

R. E.

Pour écrire l'Histoire du pays

Des intellectuels plaident en faveur du cinéma

■ «Cinéma et histoire de la lutte de Libération peuvent faire œuvre commune, pour faire connaître une page de la glorieuse guerre de Libération soutenue haut et fort par le peuple dont il a été le génie», ont souligné les intervenants dans leurs communications.

Par Slim T.

L'œuvre cinématographique constitue un puissant moyen pour faire connaître la lutte de Libération nationale, ont déclaré, dimanche à Jijel, des cinéastes et universitaires à l'occasion d'une conférence consacrée à la place du «Cinéma dans la Révolution algérienne».

«Cinéma et histoire de la lutte de Libération peuvent faire œuvre commune, pour faire connaître une page de la glorieuse guerre de libération soutenue haut et fort par le peuple dont il a été le génie», ont souligné les intervenants dans leurs communications présentées à la cité administrative de la wilaya.

Cette initiative prise par la direction de wilaya de la culture a permis de retracer les différentes étapes prises par le 7^e art algérien depuis le maquis à ce jour.

Le directeur de la culture, Mohamed Cherif Bouhali a rappelé que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la célébration du 60^e anniversaire du déclenchement de la lutte armée de Libération nationale et du programme d'action du ministère de la Culture. «C'est une opportunité pour ressusciter les mémoires», a-t-il dit devant un parterre réduit à une vingtaine de personnes.

La projection du film historique «L'Algérie en flammes» du regretté René Vautier (1928-2015) réalisateur et scénariste français anticolonial, tourné dans les Aurès en 1957, a marqué le début de cette manifestation culturelle.

L'historien du cinéma et universitaire, Mourad Ouznadj, auteur d'un ouvrage intitulé «La lutte de Libération à travers le cinéma algérien» a, dans une



Le regretté René Vautier

intervention, retracé le parcours du 7^e art algérien, né dans le maquis, jusqu'à ce jour, et évoqué la contribution d'intellectuels étrangers vis-à-vis de la juste cause nationale.

La période faste du cinéma algérien se situe dans les années 70, avec, entre autres une Palme d'or, décernée au le film «Chronique des années de braise» de Lakhdar Hamina, a-t-il souligné, avant de rappeler le déclin du cinéma enregistré durant les années 90 coïncidant avec la «décennie noire».

De son côté, Nabil Hadji, journaliste et critique de cinéma, a parlé de l'image des héros dans

le cinéma algérien, évoquant, pêle-mêle, des noms inoubliables comme cheikh Bouamama ou Ali La Pointe, pour ne citer que ceux-là.

Le conférencier qui a estimé que le «film de guerre est plus qu'une tenue de combat militaire» que la majorité de la production cinématographique, depuis 1957, s'est beaucoup plus intéressée à la lutte armée de Libération nationale.

M. Hadji a révélé que 121 films ont été produits en Algérie en 1965 et 2014, dont le dernier consacré au héros de l'indépendance nationale Mostefa Ben Boulaid, réalisé par le cinéaste

Ahmed Rachedi. Pour sa part, Ahcène Osmani qui «peaufine» son nouveau film «Les Lions d'Algérie» a rendu hommage à René Vautier et souligné la nécessité de poursuivre l'écriture de l'histoire du pays par différents moyens (cinéma, écrits, à) tant que les acteurs qui ont vécu cette période glorieuse sont encore en vie.

Abordé en marge de cette manifestation, M. Osmani a rappelé que cette grande production cinématographique qui mobilisera 105 000 figurants est une fresque nationale concernant 7 wilayas historiques. Son budget est évalué à 160 milliards

de centimes, a-t-il précisé dans un entretien à l'APS.

«Les lions d'Algérie» se veut une rétrospective de l'Algérie, depuis le 8 mai 45 au 5 juillet 1962, date du recouvrement de la souveraineté nationale, rappelle-t-on.

Une exposition d'affiches de films algériens et d'ouvrages traitant du 7^e art en Algérie a été également organisée au siège de la cité administrative de la wilaya par M^{me} Khadra Boudhane, considérée à juste titre comme une mémoire vivante de la Cinémathèque algérienne.

S. T./APS

Rencontre

Nécessité de revisiter l'histoire à travers le prisme du 7^e art

Trois spécialistes du cinéma, Ahmed Bejaoui, Mohamed Bensalah et Si Hachemi Assad, ont souligné, dimanche à Oran, la nécessité de «revisiter l'histoire à travers le prisme du 7^e art».

Au cours d'une journée d'étude sur le cinéma national intitulée «Mémoire et cinéma en Algérie», les trois conférenciers se sont intéressés sous des angles différents à la problématique du 7^e art national, son évolution historique, sa situation actuelle et ses perspectives.

L'universitaire, critique et cinéaste Ahmed Bejaoui, dans sa conférence intitulée «Regards et lectures critiques sur le cinéma algérien depuis l'indépendance» est remonté aux sources du cinéma algérien, rappelant qu'en 1935, deux documentaires ont été tournés par Tahar Hannache. Le premier film algérien a été tourné en 1954. Il s'agit de «Le plongeur du désert» de Djamel Hannache, assisté de Djamel Chandlerli. Il a été censuré par l'administration française.

Avec le déclenchement de la guerre de

Libération nationale, le cinéma a été utilisé comme un art et une arme pour porter haut la voix et l'image de l'Algérie combattante. «La guerre a été gagnée par l'intelligence. Le cinéma algérien est né dans le maquis», souligne Ahmed Bejaoui, relevant la production de films comme «Les fusils de la liberté» et «Yasmina».

«Il y eu en tout cinq courts-métrages qui ont été diffusés dans les télévisions américaines et ont fait des dégâts du côté français, contribuant à mieux faire connaître la cause algérienne», a-t-il estimé.

Concernant la situation actuelle du 7^e art, le conférencier a déploré que tout ce qui a été fait depuis l'indépendance «a été défilé et on ne retrouve plus le fil d'Ariane». Pour lui, «ce ne sont pas les films qui font le cinéma, mais c'est le cinéma qui fait les films».

De son côté, Mohamed Bensalah a dans sa conférence «Discours historiques, discours cinématographiques», examiné les articulations entre les deux

discours. «Tout le monde ne reçoit pas les films de la même manière, d'où des décryptages différents», a-t-il précisé, soulignant qu'il y a plusieurs aspects dans la lecture critique d'un événement historique, dont le cinéma, et le décryptage passent par le contexte de production.

Le conférencier a relevé le cas des occultations des faits avérés par les colonialistes durant la guerre d'Algérie, celle du Vietnam et, aujourd'hui, les conflits du Moyen-Orient, parlant dans ce cas précis de «silence assourdissant».

Concernant le cinéma algérien, il dira que celui-ci «réapparaît, aujourd'hui, à travers certains films qui rappellent que les blessures ne sont pas encore cicatrisées», soulignant qu'il faut «revisiter l'histoire à travers le prisme du cinéma».

Si El Hachemi Assad, secrétaire général du Haut-commissariat à l'amazighité, auteur et cinéaste, a parlé de son ouvrage et de son film consacré à Mohand Idir Aït Amrane, un défenseur de l'amazighité et homme engagé dans la lutte pour la

Libération du pays. «Parler de cet homme, c'est parler de l'histoire contemporaine de l'Algérie», a-t-il estimé. Pour le conférencier, «la problématique de la mémoire doit être prise en charge par les chercheurs mais aussi par les cinéastes».

Par ailleurs, outre le volet conférence, les organisateurs ont mis sur pied une séance vente-dédicace des ouvrages d'Ahmed Bejaoui «Cinéma et guerre de Libération nationale» et de Si El Hachemi Assad «Idir Aït Amrane : l'itinéraire d'un homme de culture».

Des extraits du film consacré à Idir Aït Amrane ont été projetés à l'intention de l'assistance ainsi qu'un entretien avec le défunt cinéaste, ami de l'Algérie, René Vauthier, réalisé par le vidéaste Hadj Fitas.

Cette journée d'étude a été organisée par l'Unité de recherche sur la culture, la communication, les langues, la littérature et les arts relevant du CRASC d'Oran et le centre des études maghrébines en Algérie (CEMA).

Lamine H.

Aïn Defla

65 % des besoins nationaux en semences de pomme de terre assurés

■ Soixante-trois entreprises spécialisées dans la production de la semence de pomme de terre sont actuellement dénombrées sur le territoire de la wilaya.

Par Salim O.

Un taux de 65 % des besoins nationaux en semences de pomme de terre sont assurés par la wilaya de Aïn Defla, a-t-on appris du vice-président du conseil interprofessionnel commun de la filière.

Soixante-trois entreprises spécialisées dans la production de la semence de pomme de terre sont actuellement dénombrées sur le territoire de la wilaya, a indiqué Meziane Abdellah, qui estime que ce chiffre avoisinera les 100 durant les années à venir. Aïn Defla occupe la première place au

niveau national en matière de production de semence de pomme de terre, a indiqué M. Meziane, faisant état de la richesse des terres de la wilaya en sels minéraux nécessaires au processus végétatif du tubercule. L'intérêt porté à la pomme de terre de semence «ne doit toutefois pas se faire au détriment de celle consacrée à la consommation», a-t-il observé, faisant état d'une demande faite dans ce cadre à la tutelle en vue de la création d'une cinquantaine d'entreprises spécialisées dans cette activité dans le but de contribuer à la régulation du produit. La wilaya de Aïn Defla, où une moyenne de pro-



PH. > D. R.

duction de sept millions de quintaux de pomme de terre est réalisée depuis 3 ans, soit environ 50 % de la production agri-

cole, assure près de 35 % des besoins nationaux de ce tubercule, a-t-on relevé.

Salim O./APS

El-Bayadh

Nouvelle expérience de culture du maïs à Brezina

Une nouvelle expérience de culture du maïs a été lancée cette année par la Société des facteurs de production agricole (SOFAPRO), sur une superficie de 500 hectares à Brezina (wilaya d'El-Bayadh), a-t-on appris auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

Lancée dans la plaine de «Dayat El-Bagra», l'expérience, seconde du genre dans cette wilaya, a été retenue après les résultats «encourageants» enregistrés par

une expérience similaire menée en 2011, par la même société, sur une superficie de 50 hectares, a précisé le directeur du secteur, Haimoudi Benramdane. Dans le cadre de ce projet, la société a procédé à la plantation, d'ici à fin avril prochain, de 2 000 arbustes (brise-vents) pour protéger cette exploitation agricole réservée à la culture du maïs, a-t-il ajouté. La DSA s'attend à un rendement de 80 à 90 quintaux de maïs à l'hectare, grâce à une diversité de facteurs natu-

rels favorisant cette culture dans la plaine de «Dayat El-Bagra», notamment la fertilité du sol et la disponibilité de l'eau d'irrigation assurée par le barrage de «Larouïya», situé à proximité de ce périmètre agricole. Cet investissement public générera quelque 500 emplois au profit de la main-d'œuvre locale, sachant que ce nombre sera multiplié lors de la saison de la moisson prévue en septembre prochain.

L.B.

Céréaliculture à Souk Ahras

Une caravane pour la vulgarisation sur le désherbage

Une caravane de vulgarisation destinée à sensibiliser les agriculteurs, en particulier les céréaliculteurs, sur les effets négatifs des mauvaises herbes et des insectes ravageurs et les mesures préventives contre les champignons, sillonne depuis dimanche les communes de la wilaya de Souk Ahras, a-t-on constaté.

Selon les ingénieurs et techniciens de l'Institut national de la protection des végétaux

(INPV) d'El Tarf, les mauvaises herbes réduisent jusqu'à 40% la production céréalière du fait que ces herbes absorbent les éléments principaux nécessaires au développement de la production des céréales.

En coordination avec la direction des services agricoles (DSA), la Chambre de l'agriculture et la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), des rencontres de vulgarisation se sont tenues dans

les communes de Ouilène, Merahna, Taouara, Zaarouria, au cours desquelles des explications sur l'importance de la lutte précoce contre les mauvaises herbes et la bonne utilisation des équipements d'épandage des insecticides, fongicides, herbicides et autres parasitocides ont été présentées.

De son côté, la directrice de la station régionale de l'INPV, Nadjet Amamra, a indiqué que la caravane de sensibilisation

s'inscrit dans le cadre du programme de vulgarisation agricole, annonçant que la caravane se déplacera prochainement dans les wilayas d'Annaba, Skikda et d'El-Tarf.

La campagne labours-semailles dans la wilaya de Souk Ahras a ciblé une superficie de 136 000 hectares consacrés à la céréaliculture, a-t-on rappelé.

N.T.

Chlef

Plus de 22 000 personnes aux besoins spécifiques recensées

La wilaya de Chlef compte plus de 22 000 personnes aux besoins spécifiques dont 15 000 handicapés moteurs et inadaptés mentaux qui bénéficient de tous les avantages et droits accordés par l'Etat, a-t-on appris auprès de la direction de l'action sociale.

«15 000 personnes aux besoins spécifiques de la wilaya bénéficient actuellement d'une prime mensuelle de 4 000 DA, en plus de la gratuité des appareils (membres artificiels notamment) et d'une prise en charge scolaire et psychopédagogique», a indiqué la chargée du service de protection sociale, Bouazdia Fatma-Zahra.

La célébration de cette Journée, dédiée aux personnes aux besoins spécifiques, a donné lieu à l'organisation de nombreuses activités à la Maison de la culture de Chlef, qui a abrité une exposition d'œuvres réalisées par ces personnes dans les domaines de la couture, le décor d'intérieur et l'artisanat.

L'opportunité a permis, en outre, à l'association locale «Les amis des enfants autistes», d'obtenir l'accord des autorités de la wilaya pour bénéficier d'une assiette pour l'implantation d'un centre spécialisé, dédié à cette catégorie d'enfants, parallèlement à la distribution de cadeaux et d'appareils à

de nombreux handicapés. D'autre part, la salle omnisports chahid Mohamed-Nasri a abrité un tournoi de goalball (ballon sonore) organisé par la ligue des personnes aux besoins spécifiques de la wilaya, en collaboration avec la direction locale de la jeunesse et des sports, dont la clôture a été marquée par la distinction de nombreux athlètes et équipes locales.

Des représentations théâtrales et des spectacles de clowns sont également destinés aux enfants relevant de cette catégorie sociale, durant tout l'après-midi, à la Maison de la culture.

A.O./APS

Tlemcen Attribution de 272 logements participatifs à Remchi

QUELQUE 272 logements participatifs (LSP) ont été attribués à leurs bénéficiaires qui résideront désormais à la nouvelle zone urbaine ZHUN de Hai (quartier) Sanawbar, dans la ville de Remchi (Tlemcen). Les actes d'attribution ainsi que les clés des logements ont été remis aux bénéficiaires, au cours d'une cérémonie présidée par les autorités locales.

Ces nouveaux logements font partie d'un lot global de 3 000 unités tous programmes confondus (sociaux participatifs et ruraux) et dont le taux d'avancement des travaux de réalisation varie entre 20 et 80 %, a souligné le chef de daïra de Remchi.

Cette opération est la deuxième du genre après celle ayant permis, il y a quelques mois, la distribution de 217 logements sociaux au profit des habitants des sites précaires d'Oued Namous, Oued Sbaa, Haouch Idrius et Haouch Chenougha. Ces sites précaires abritant quelque 1 400 familles seront éradiqués d'ici à la fin de l'année en cours, a souligné le même responsable. De son côté, le secrétaire général de la wilaya de Tlemcen, qui a présidé la cérémonie, a annoncé que 435 logements sociaux locatifs seront attribués à la fin de cette semaine à Sebdou.

F.A.

M'sila Extension des superficies irriguées par le goutte-à-goutte

PLUS DE 200 hectares supplémentaires de terres agricoles seront irrigués au moyen du système du goutte-à-goutte dans la wilaya de M'sila, a-t-on indiqué à la direction des services agricoles (DSA).

«Les superficies irriguées ont enregistré une hausse de 16 pour cent, passant de 9 500 ha en 2013 à 11 083 ha, grâce à la mise en place du système goutte-à-goutte au profit de plusieurs centaines d'agriculteurs, dans le cadre du soutien au travail de la terre, a nécessité un investissement d'une dizaine de millions de dinars», selon la même source.

Le système goutte-à-goutte a montré son efficacité en donnant des résultats probants, notamment dans les exploitations agricoles spécialisées dans la culture sous serre des légumes, a-t-on encore affirmé. Les services agricoles s'emploient à généraliser ce système utilisé à l'heure actuelle sur une superficie de 11 083 hectares, soit 40 % des surfaces irriguées de la wilaya, afin d'économiser l'eau d'irrigation qui provient à 90 % des nappes souterraines.

M.O.



Libye

2^e jour de combats entre éléments de Daech et miliciens

■ Des combats ont opposé pendant quelques heures dimanche pour la deuxième journée d'affilée des éléments du groupe autoproclamé «Etat islamique» (Daech/EI) et des miliciens antigouvernementaux à Syrte, selon une source dans cette ville du centre de la Libye, à 450 km à l'est de Tripoli.

Par Salim J.

«**D**e nouveaux affrontements ont eu lieu pendant quelques heures durant la matinée à la périphérie est de la ville de Syrte avant un retour au calme», a déclaré à l'AFP un responsable au sein du Conseil local de la ville. Un correspondant de l'AFP a pu voir des membres de Fajr Libya aux abords est de Syrte, faisant état d'un «retour au calme après des accrochages limités dans l'est de la ville dans la matinée». Des combats avaient opposé samedi Fajr Libya à la branche libyenne de l'EI à Syrte, faisant selon le ministère de la Défense à Tripoli, que contrôle Fajr Libya, quatre morts parmi les combattants de cette milice. Il a également fait état de plusieurs morts dans les rangs de l'EI. Il s'agit des premiers combats à Syrte entre l'EI et Fajr Libya, coalition de milices, depuis que la branche libyenne

de l'EI a pris en février le contrôle de bâtiments gouvernementaux et de l'université à Syrte. Après l'entrée en février des éléments de l'EI à Syrte, Fajr Libya avait envoyé des renforts pour défendre la ville. Les affrontements auraient éclaté samedi après la fermeture de la route côtière à l'est de Syrte par l'EI qui réagissait ainsi à l'arrestation de leaders jihadistes, selon un communiqué du ministère de la Défense de Tripoli. Par ailleurs, le ministre libyen des Affaires étrangères Mohamed al-Dairi a eu, dimanche à Tunis, des discussions avec des ambassadeurs arabes et occidentaux accrédités en Libye, portant sur les développements de la situation dans ce pays en proie à un conflit depuis fin 2011. Selon une source du ministère libyen des Affaires étrangères, Mohamed al-Dairi a passé en revue avec plusieurs ambassadeurs arabes et occidentaux accrédités en Libye «les développements de la



Ph. : DR

situation en Libye» et souligné «la nécessité de poursuivre le dialogue national afin de régler la crise» qui secoue ce pays depuis la chute du régime de Maamar Kadhafi en octobre 2011. De leur côté, les ambassadeurs «se sont félicités» de la rencontre avec le ministre libyen et ont exprimé leur soutien au gouvernement libyen dans la lutte contre le terrorisme. Ils ont aussi affiché leur soutien au dialogue interlibyen parrainé par l'ONU, a ajouté la même source.

HRW met en garde contre

l'utilisation d'armes à sous-munitions

L'ONG Human Rights Watch (HRW) a mis dimanche en garde les parties en conflit en Libye contre l'utilisation de bombes à sous-munitions. «Il y a des preuves tangibles de l'utilisation de bombes à sous-munitions interdites dans au moins deux endroits en Libye depuis décembre 2014», a indiqué HRW dans un communiqué, affirmant se baser sur des entretiens téléphoniques avec des témoins et

des photos. Selon l'ONG, des restes de bombes à sous-munitions de type RBK-250 PTAB 2.5M ont été découvertes à Ben Jawad (centre), en février, et non loin à Syrte, en mars. «Sur la base des preuves disponibles, il n'a pas été possible d'établir qui était responsable de l'emploi de ces armes», a indiqué HRW. L'armée de l'air du gouvernement reconnu a admis avoir effectué des raids sur Ben Jawad et Syrte, niant toutefois tout recours à des bombes à sous-munitions. «L'armée libyenne a uniquement accès à des armes lourdes traditionnelles», a déclaré le général Saqr al-Jerouchi, cité par HRW. L'ONG a pressé les autorités libyennes de signer la Convention internationale sur les armes à sous-munitions (CCM), datant de 2008 et qui interdit totalement l'emploi, la production, le stockage et le transfert de cette catégorie d'armes et prévoit leur destruction.

Les bombes à sous-munitions, interdites dans une centaine de pays, peuvent être tirées par l'artillerie ou l'aviation. Elles lâchent sur une large surface des grappes de petites bombes, qui peuvent tuer et blesser sans discrimination lorsqu'elles explosent à leur tour, parfois longtemps après avoir été tirées.

R.G.

S. J./agence

Tunisie

Rached Ghannouchi dénonce l'ingérence de sécuritaires dans la vie politique

Le président du mouvement Ennahdha, Rached Ghannouchi, a dénoncé «l'ingérence» de certains sécuritaires dans la vie politique et la constitution de ce qu'il a qualifié de «sécurité parallèle» qui était derrière la divulgation de secrets d'Etat aux médias et à l'opinion publique, selon ses termes.

«Un tel comportement constitue une atteinte à la sûreté de l'Etat et à l'intégrité du pays», a-t-il averti en président, à Sousse, un meeting organisé par son parti à l'occasion de la Journée internationale de la femme. Par ailleurs, Ghannouchi a critiqué le traitement du dossier libyen par l'ancien gouvernement Mehdi Jomaa qui, selon lui, «avait pris parti dans le conflit libyen en se rangeant du côté

Est de la Libye» (dirigé par le gouvernement Abdallah Al-Thani reconnu par la communauté internationale).

Le président du mouvement Ennahdha a également relevé «l'absence de la diplomatie tunisienne actuelle dans le suivi de la situation en Libye et des réunions de conciliation inter-libyennes», d'autant, a-t-il estimé, que la Tunisie est la partie la plus concernée par la crise en Libye.

Ghannouchi a appelé la diplomatie tunisienne à prendre part activement aux efforts de réconciliation menés dans plusieurs capitales du monde et à ne pas se contenter de la création de deux représentations consulaires auprès des deux gouvernements en

conflit en Libye. Sur un autre plan, Ghannouchi a souligné que la transition démocratique en Tunisie est tributaire de la présence de partis forts et unis, se disant préoccupé par les querelles qui secouent Nidaa Tounes et assurant que le mouvement Ennahdha n'est pas partie prenante dans ce litige. De son côté, le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, Chedli Ayari a déclaré à la Radio nationale : «Depuis l'ancien gouvernement, de nombreuses réformes nécessaires ne sont pas encore adoptées», soulignant la nécessité d'accélérer la mise en place des réformes financières touchant les banques publiques.

Sahara occidental

L'ANC dément avoir dépêché une délégation au Forum de Grans Montana

Le parti au pouvoir en Afrique du Sud, l'ANC (African national congress), a démenti les informations faisant état de la participation en son nom d'une délégation au Forum de Grans Montana qui s'était tenu dans la ville occupée de Dakhla (Sahara occidental), selon une correspondance de l'ANC transmise au Front Polisario et dont l'APS a obtenu une copie. «L'ANC n'a jamais reçu d'invitation pour participer au Forum de Grans Montana et aucune délégation ou un autre membre de l'ANC n'ont été dépêchés pour y prendre part», est-il mentionné

dans la missive transmise au Front Polisario et signée par le responsable des relations internationales à l'ANC, Ribbon Mosholi, précisant qu'«aucune délégation ne peut être envoyée dans un quelconque forum ou rencontre sans l'aval du président de l'ANC, Obed Bapela». Les personnes qui se sont faites passer pour des représentants de l'ANC, ont été qualifiées par ce parti d'«imposteurs», assurant qu'une enquête sera ouverte afin de «démasquer ces anonymes». L'ANC a réitéré sa «position constante et invariable» pour l'indépendance du Sahara

occidental et l'autodétermination du peuple sahraoui.

Le CODESA rencontre une délégation espagnole à la ville d'El Ayoun occupée

Le bureau exécutif du collectif des défenseurs sahraouis des droits de l'homme (CODESA) a rencontré une délégation espagnole en visite à la ville d'El Ayoun occupée pour évaluer de près la situation dans les territoires occupés du Sahara occidental. La délégation conjointe des

îles Baléares et de Fuerteventura est composée de Catalina Rossello, coxa Obrador, Marti Carbonell, fine Santiago, Pere Rotger, Bernadi Call Martorell, Mahey Jimenez et Ines Matin.

Durant la réunion, qui s'est tenue à la maison du militant sahraoui des droits de l'homme, Ali Salem Tamek, a porté sur la situation et les violations systématiques des droits de l'homme commises par les autorités marocaines contre les civils sahraouis privés de leurs droits à l'expression et à la protestation pacifique.

M.Y. /SPS



Etats-Unis-Cuba

Nouveaux pourparlers sur fond de désaccord sur le Venezuela

■ **Autorités cubaines et américaines se retrouvaient hier à La Havane pour de nouveaux pourparlers en vue du rétablissement de leurs relations diplomatiques au moment où les deux pays s'opposent au sujet de la situation au Venezuela.**

Par Ali O.

Dans la foulée des deux cycles de discussions déjà tenus en janvier et février à La Havane et Washington, Roberta Jacobson, sous-secrétaire d'Etat pour l'hémisphère occidental, doit rencontrer à huis clos Josefina Vidal, chargée des Etats-Unis au ministère cubain des Affaires étrangères. «Les parties sont en communication depuis leur dernière rencontre en février à Washington», a souligné le département d'Etat à l'annonce de ce déplacement. «Rétablir des relations diplomatiques et rouvrir les ambassades sont dans l'intérêt des deux pays», a-t-il insisté dans un bref communi-

qué, levant un coin du voile sur la teneur des discussions. Contrairement aux deux dernières séries de discussions, Mmes Jacobson et Vidal n'ont pas prévu de s'exprimer devant la presse à l'issue de ces négociations, laissant présager qu'elles ne donneront pas lieu à des annonces majeures.

Passée l'annonce historique le 17 décembre du rapprochement entre les deux pays qui se sont affrontés et défiés pendant 53 ans, le président américain Barack Obama souhaite la réouverture d'ambassades dans les deux capitales avant le Sommet des Amériques, prévu à Panama les 10 et 11 avril. Mais les nouvelles sanctions prises la semaine dernière par Washington contre des hauts responsables du Venezuela et les propos de Barack Obama qualifiant la situation dans ce pays de «menace inhabituelle et extraordinaire contre la sécurité» des Etats-Unis pourraient venir contrarier ces plans. Car La Havane s'est pressée de défendre son précieux allié politique et économique (qui lui fournit 60% de son pétrole), qualifiant ces sanctions d'«arbitraires et agressives», d'«ingérence» et de décision «sans fondement». Dimanche, le président du Venezuela Nicolas Maduro a obtenu de l'Assemblée nationale des pouvoirs spéciaux qui lui permettront de gouverner par décret jusqu'à la fin de l'année en matière de sécurité et de



PHOTO: R.

défense face à «l'agression impérialiste» des Etats-Unis. Venu samedi à Caracas pour exprimer «la solidarité absolue de la Révolution cubaine», le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodriguez a estimé que les Etats-Unis avaient «gravement dégradé» l'atmosphère dans la région. Dimanche soir, peu après l'arrivée de M^{me} Jacobson, les autorités cubaines ont organisé un grand concert «en soutien au peuple et au gouvernement boliviens (du

Venezuela) ainsi que pour la paix, la justice et l'unité latino-américaine». Si un responsable du Département d'Etat a admis que Washington avait été «dégçu» par ces prises de position, il a assuré que «cela n'aura pas d'impact sur ces discussions en cours». De nombreux diplomates et experts interrogés par l'AFP abondent dans le sens de Washington, jugeant que cette réaction était attendue et qu'elle n'aurait probablement pas d'effet sur les négociations. «Cuba se

devoir d'apporter son soutien à son allié, mais je ne crois pas que cela puisse affecter le processus de rapprochement. Ce processus, a sa dynamique propre», a notamment estimé un diplomate latino-américain accrédité à La Havane. Interrogé sur la raison de cette visite imprévue de M^{me} Jacobson au moment où les deux pays s'opposent à distance sur le dossier vénézuélien, le département d'Etat est resté évasif. Ces deux dernières semaines «Il est devenu évident que nous étions arrivés à un bon moment pour avoir de nouveau un tête à tête (...) Ce n'était pas programmé mais considéré comme possible». Au delà de la question vénézuélienne, M^{me} Jacobson et Vidal devront surmonter certains désaccords notamment au sujet de la présence de Cuba sur une liste américaine d'«Etats soutenant le terrorisme». La Havane pose son retrait de la liste comme préalable à la réouverture d'ambassades. «Nous allons terminer cela dès que possible», a assuré le Département d'Etat, rappelant que les Etats-Unis avaient «toujours dit que cela ne devrait pas être lié au rétablissement des relations diplomatiques ou à la réouverture des ambassades».

Les deux pays devront encore se rencontrer fin mars afin d'aborder, pour la première fois, la sensible question des droits de l'homme. A. O.



Points chauds

Fixation

Par Fouzia Mahmoudi

A lors que le Front National n'a jamais été aussi élevé dans les sondages, les socialistes ont décidé il y a quelques semaines de concentrer la totalité de leur campagne pour les élections départementales, qui se tiendront dans moins d'une semaine, sur la lutte contre le parti de Marine Le Pen. En effet, que cela soit à la direction du parti socialiste ou encore au gouvernement mené par Manuel Valls toute l'attention a été portée sur le FN. Le Premier ministre a d'ailleurs sillonné la France ces dernières semaines dans le seul but d'aller à la rencontre des Français pour tenter de les dissuader de donner leur voix au Front National, tout autre thématique ayant été occultée. Une stratégie dénoncée par Marine Le Pen qui accuse Manuel Valls de «harceler» ses électeurs. Une stratégie dénoncée également par la droite qui assure que la fixation faite par le PS sur le FN ne sert qu'à renforcer ce dernier dans l'espoir de faire reculer le vote, plus légitime, pour l'UMP. Même discours de la part du Centre ou l'on a du mal à comprendre l'acharnement des socialistes. Le président du MoDem, François Bayrou, a ainsi déploré cette semaine le discours de Manuel Valls à l'encontre du Front national, estimant que «c'est le meilleur moyen» de faire monter les scores électoraux de ce parti. «Venir devant les caméras et dire qu'il y a une faute morale, donc on va stigmatiser - c'est le mot que Manuel Valls a employé - le Front national (...), c'est le meilleur moyen de faire venir les voix au Front national», car ce discours de stigmatisation, «les électeurs» tentés par un vote FN «l'entendent pour eux», a déclaré le maire de Pau. «Je pense que c'est une erreur de ligne, de trajectoire», et que François Hollande et Manuel Valls «se trompent d'approche», a repris François Bayrou. «Quand vous mettez ce sujet au centre de la table, de toutes les discussions et que tous les commentaires tournent autour, vous apportez des contingents de voix à cette candidature», a-t-il estimé. Reste à savoir si les Français seront, eux, réceptifs aux discours du PS que cela soit pour les rejeter en votant FN ou pour les épouser en votant pour les socialistes. Surtout s'il s'avère que le but ultime des socialistes est bel et bien comme les en accusent leurs adversaires, de faire insidieusement monter le FN, il sera intéressant de voir si sur le long terme cela leur sera vraiment profitable ou si le parti frontiste exploitera la publicité gratuite que lui fait le gouvernement en devenant encore plus populaire que prévu.

F. M.

Etats-Unis

Un suspect inculpé à Ferguson dans l'enquête sur les tirs contre deux policiers

Un homme soupçonné d'être l'auteur de tirs qui avaient blessé il y a quelques jours deux policiers à Ferguson (Missouri), théâtre l'été dernier de violences après la mort d'un jeune Noir, a été arrêté et inculpé dimanche, ont annoncé le parquet et la police. D'après Robert McCulloch, procureur du comté de Saint-Louis, le suspect, Jeffrey Williams, un Noir de 20 ans, est en détention et a été inculpé «pour agression avec une arme» contre deux policiers. Sa caution a été fixée à 300 000 dollars.

Il a pu être arrêté «grâce à la coopération de la population et des enregistrements vidéo», a précisé McCulloch.

La police du comté avait écrit un peu plus tôt sur son compte Twitter : «Une personne a été arrêtée en lien avec les tirs contre deux policiers de Ferguson».

A Washington, le ministre de la Justice Eric Holder a salué l'annonce de cette arrestation. Elle envoie, a-t-il dit, «un message clair montrant que les actes de violence contre nos personnels chargés du maintien de la loi ne seront jamais tolérés».

Lorsque l'arrestation de Jeffrey Williams a été connue, une centaine de personnes se sont rassemblées devant le poste de police pour soutenir les

policiers et le maire de Ferguson James Knowles, qui subit une pression croissante pour qu'il démissionne.

Face à ce rassemblement se trouvait une poignée de manifestants africains-américains, dont certains criaient des insultes aux manifestants favorables à la police, en majorité blancs.

Les circonstances de l'incident où les deux policiers ont été blessés sont encore floues.

«Il est possible qu'il (le suspect) ait tiré des coups de feu vers quelqu'un d'autre que les policiers mais qu'il ait touché les policiers», a poursuivi McCulloch lors d'une conférence de presse.

Le suspect a reconnu être l'auteur des tirs, mais aurait tiré depuis une voiture pendant une dispute avec d'autres personnes. Il a assuré aux autorités qu'il ne visait pas les policiers.

Une arme de poing «liée aux douilles trouvées» sur les lieux de l'incident a été découverte et le suspect aurait agi seul, toujours d'après le procureur.

Jeffrey Williams «a participé» aux manifestations dont Ferguson a été le théâtre ces derniers mois, a souligné McCulloch.

En revanche, des organisateurs de ces manifestations, dont un évêque, ont fermement nié que Jeffrey Williams ait parti-

cipé à ces rassemblements. «Je n'ai jamais vu son visage» lors des manifestations, a déclaré l'un de ces organisateurs, l'évêque Derrick Robinson, qui a rendu visite à Williams dimanche dans sa cellule de la prison de Saint-Louis.

Ferguson a vécu l'an dernier plusieurs semaines de manifestations, ponctuées d'émeutes, après la mort le 9 août d'un jeune Noir de 18 ans, Michael Brown, tué de plusieurs balles par le policier blanc Darren Wilson, 28 ans. Ce dernier a depuis quitté la police sans être poursuivi.

Le ministère de la Justice avait refusé d'inculper le policier en arguant qu'il était en légitime défense.

Mais le ministère avait publié en parallèle un rapport dévastateur contre les pratiques policières quotidiennes à Ferguson, en montrant, chiffres à l'appui, l'inégalité de traitement envers les Noirs.

A la suite de ce rapport, le chef de la police de la ville, Thomas Jackson, a annoncé sa démission. Quelques heures après cette annonce, une manifestation était organisée devant le commissariat de police pour dénoncer les comportements racistes des forces de l'ordre.



Exposition de Tayeb Laidi à Ezzou'art

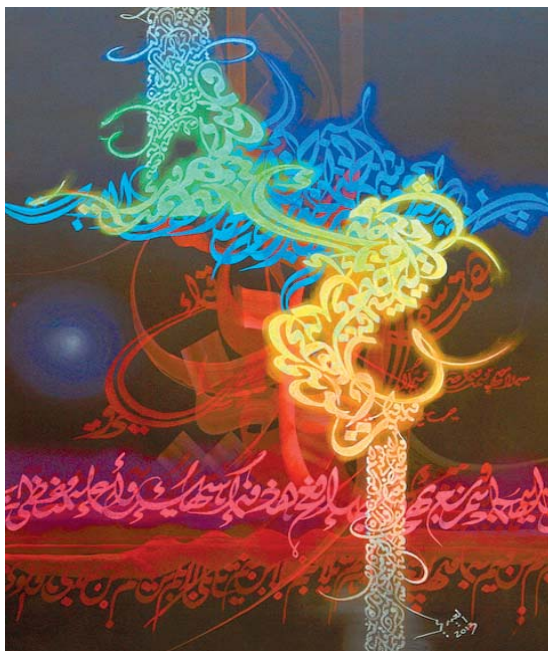
Quand la calligraphie arabe s'inspire de l'écriture gothique

■ La galerie d'art Ezzou'art accueille presque tous les mois des œuvres d'artistes professionnels en leur offrant la possibilité de rencontrer le public tout en assurant un échange entre artistes en herbe et les plasticiens. Pour ce mois de mars, c'est l'artiste Tayeb Laidi qui nous offre le plaisir de redécouvrir l'univers de la calligraphie avec une vingtaine de toiles en différentes dimensions. Cette exposition intitulée «L'harmonie des lettres» se poursuit jusqu'au deux avril prochain. Les visiteurs pourront y découvrir la calligraphie arabe avec un style propre à l'artiste.

Par Abla Selles

Le plasticien Tayeb Laidi expose une vingtaine d'œuvres réalisées avec une technique très raffinée, particulière et nouvelle. Inaugurée dans l'après-midi de samedi, cette exposition intitulée «L'harmonie des lettres» se veut un espace artistique de haute facture. L'artiste propose aux amoureux des arts plastiques en général et aux fans de la calligraphie arabe une exposition pleine de nouveauté et de créativité. Pour lui, il ne s'agit pas seulement d'exposer des œuvres

mais aussi de partager un savoir artistique et le fruit de plusieurs recherches approfondies. En effet, l'espace de la galerie Ezzou'art est plus beau que jamais. Des toiles de différentes dimensions présentent une calligraphie arabe inspirée de l'écriture gothique. Il s'agit d'une belle présentation des arts maghrébins harmonieusement unis dans une même toile. Cet artiste qui est plein de créativité et d'énergie affirme que les œuvres exposées sont «le fruit de recherches personnelles et d'une grande admiration des arts calligraphiques de notre région



maghrébine». La beauté des lettres écrites, la finesse de la technique et la nouveauté du style nous motivent pour lire les moindres détails écrits sur chaque tableau.

Le public qui a visité cette

exposition se montre «très ravi de découvrir un tel talent chez les artistes algériens. C'est honorable pour l'artiste, pour notre pays et pour l'art lui-même» disait un homme d'un certain âge. «Je suis amateur de calligraphie

arabe mais je découvre ce style pour la première fois. C'est vrai que le travail m'a émerveillé mais j'ai adoré aussi la modestie de l'artiste et sa patience dans l'explication des choses», ajoute un jeune rencontré sur les lieux.

Il est à rappeler que Tayeb Laidi est un artiste plasticien de Laghouat. C'est un artiste qui a plusieurs cordes à son arc puisqu'il est calligraphe, miniaturiste et spécialiste en ornementation ainsi qu'en technique de sable. Il compte à son actif plusieurs prix, dont la 1^{re} place nationale au concours de calligraphie arabe de 2011, une participation au concours religieux de La Mecque (Arabie Saoudite) en 2012, et le premier prix du concours d'arts plastiques «Art et créativité» de l'année 2013 organisé à Dubaï (Émirats arabes unis).

A.S.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Villa Abdellatif (El-Hamma) jusqu'au 20 mars :

Exposition de photographies «Révéler l'étoffe» de Maya-Inès Touam.

Galerie Sacré-Art

Jusqu'au 26 mars :

Exposition «Dialogue avec la création» de l'artiste Linda Bougherara.

Cinémathèque de Béjaïa

Jusqu'au 30 mars :

Projection du dernier long-métrage de Lyès Salem, l'Oranaïs

TNA Gallery

Jusqu'à la fin du mois de mars :

Exposition collective d'arts plastiques et de photographies

«Hors Champ» par Mustapha

Nedjai, Hellal Zoubir, Karim

Sergoua, Rachi Djemai, Rachid

Nacib, Malek Salah, Adlène

Samet et Nasser Medjekane.

Palais de la culture Moufidi-Zakaria

Jusqu'au 29 mars :

«Portraits de femmes algériennes», exposition collective

de peinture à l'occasion de la

célébration de la Journée mondiale de la femme

Plais de Rais Bastion23

Jusqu'au 31 mars :

Exposition avec Benchemakh

Kamel et Saâdoum Yasmina intitulée «Symboles de printemps»

Complexe culturel

Abdelouahab-Salim (Tipasa)

Mardi 17 mars:

Rencontre poétique avec Faïza

Melikchi, Zineb Melizi et Zohra

Nedri.

Jusqu'au 31 mars : Exposition

collective d'arts plastiques à l'occasion de la Journée internationale de la femme.

Galerie Sacré-Art

Jusqu'au 26 mars :

Exposition «Dialogue avec la création» de l'artiste Linda

Bougherara.

Salle El-Mougar

Jusqu'au 21 mars (sauf le 15 mars) :

Projection du film Yema de

Djamila Sahraoui, à raison de 3

séances par jour : 14h, 17h,

20h. Sauf le 12 mars à raison

d'une séance à 14h.

F.H.

Festival interculturel du conte à Oran

Une vingtaine de participants au rendez-vous

Une vingtaine de conteurs d'Algérie et de l'étranger prendront part à la 9^e édition du festival interculturel du conte qui s'ouvrira lundi à Oran, a-t-on appris dimanche des organisateurs.

Cette manifestation sera animée par des conteurs d'Algérie, à l'instar de Djamilia Hamitou, Sadek Mahi, Sadek El Kébir et de Tunisie, d'Egypte, de France, d'Italie, de Suisse et du Congo, a indiqué la présidente de l'association «Le Petit lecteur pour la promotion de la lecture chez les enfants», lors d'un point de presse.

Cette édition, placée sous le thème «Une paix contée dès l'enfance» vise à mettre en exergue le rôle du conte dans la diffusion des valeurs de la paix et de la tolérance entre les peuples. Elle vise également à dénoncer la

violence sous toutes ses formes, notamment en cette période particulière que traversent certaines parties du monde, a précisé M^{me} Zoubida Kouti.

Le festival, devant s'étaler jusqu'au 21 mars courant, a pour but de faire découvrir au public des valeurs portées par le conte inspiré du terroir populaire ou dans des classiques comme «Les mille et une nuits», «Kalila oua Dimna» ou les contes africains et méditerranéens.

Les conteurs présenteront des œuvres inspirées du vécu quotidien dans plusieurs langues, en arabe, en tamazight, en français, en italien et en espagnol. La nouveauté de cette édition est la tenue d'un atelier «Un conte en couleurs». Le but étant de traduire un conte en un tableau d'art, tâche à laquelle

s'associeront le conteur suisse Pierre Roza et l'artiste peintre algérienne Fouzia Menaouer.

Cette activité est initiée par l'association d'arts plastiques Civ-cœur d'Oran.

Par ailleurs, des spectacles seront réservés aux femmes et suivront des histoires sur la condition féminine, la vie quotidienne de cette frange de la société, ses souffrances, ses peurs et ses hantises.

Le festival se déroulera dans une trentaine d'espaces, dont des centres culturels, le théâtre régional Abdelkader-Alloula, des établissements scolaires, le parc Ibn Badis de Hai (quartier) Sidi Houari et le théâtre de Sidi Bel-Abbès, où seront donnés des spectacles aussi bien pour les enfants que pour les adultes.

L.B.

Théâtre régional de Skikda

Lancement des travaux de réhabilitation et d'équipement

Les travaux de réhabilitation et d'équipement du théâtre régional de Skikda ont été lancés au début du mois de mars, a indiqué dimanche le directeur de la culture, Abdelali Kouidid à l'APS.

Cette opération vise à rendre ce théâtre régional conforme aux normes internationales, a souligné la même source, faisant également part de l'impact de ce projet dans la préservation de cette construction ancienne, relatant un pan de l'histoire de cette ville.

La première phase du chantier de restauration portera sur des travaux d'aménagement et de renforcement de la structure (réhabilitation du toit et mise à niveau des éléments artistiques et d'ornement de ce monument historique classé), a ajouté la même source.

La seconde étape du chantier sera consacrée au revêtement de la plateforme, le remplacement des sièges, la modernisation de la salle de spectacles et l'installation de la climatisation centrale et des équipements

techniques de sonorisation et d'éclairage, a encore souligné M. Kouidid.

La réhabilitation du théâtre, pour un coût de 130 millions DA, prendra en considération la nature de l'édifice, considéré comme le premier monument historique du genre classé à l'échelle nationale, a indiqué la même source, faisant part de valeurs artistiques que recèle ce théâtre sur les plans architectural et de décor, notamment.

La restauration de ce théâtre devra être achevée au «deuxiè-

me trimestre de l'année 2016», a affirmé le responsable, précisant que les travaux ont été confiés à un groupement spécialisé.

S'étendant sur une surface de 1 000 mètres carrés (m²), le théâtre a été lancé en construction en 1912 par l'architecte Charles Mont-talent et les travaux ont été interrompus pendant la Première Guerre mondiale, a indiqué la même source, rappelant que cette structure de 500 places avait été inaugurée le 19 janvier 1932.

Coup-franc direct



Dirigeants de chimère

Par Anouar M.

Les dirigeants de la JSK et autres opposants nous offrent un spectacle désolant ces derniers jours avec les accusations et contre-accusations du président, Mohand Chérif Hannachi et l'ancien président et joueur, Miloud Iboud. Arriver jusqu'à étaler sur la voie publique la vie privée de tout un chacun est un grave dérapage qui ne devait pas se produire surtout de la part d'un président d'un aussi prestigieux club comme celui de la formation de la ville des Genêts qui était un exemple de discipline et de vrai professionnalisme surtout du temps du président Benkaci. Hannachi ne devait pas se comporter de la sorte quelles que soient les critiques qu'il aurait essuyées de la part d'un membre de l'opposition qui n'est pas du tout satisfait de sa gestion, ce qui reste plutôt logique. Le patron de la formation des Canaris se devait d'être plus raisonnable et répondre d'une manière civilisée et non parler ainsi de la vie privée de cet ancien joueur qui avait fait les beaux jours de la formation kabyle et qui a défendu à ses côtés farouchement les couleurs Jaune et Vert. Le débat devrait être recentré pour être plus civilisé et ne pas s'aventurer à lancer de tels pics qui ne donnent rien au football national et qui ne font qu'aggraver les choses et créent une certaine animosité.

A. M.

Ligue des champions d'Afrique (seizième de finale aller) L'USMA étrille l'AS Pikine (Sénégal)

L'USM Alger s'est imposée devant son homologue sénégalais l'AS Pikine (5-1), mi-temps (2-1) en match aller des 1/16^e de finale de la Ligue des champions d'Afrique de football disputé dimanche à Alger.

Les buts de l'USMA ont été inscrits par Bouchemma (12'), Beldjilali (22'), Meftah (52' s.p., 81') et Belaili (69'). Celui de l'AS Pikine est l'œuvre de Niang (8'). Le match retour aura lieu entre le 3 et le 5 avril prochain au

Sénégal. Les deux autres représentants algériens dans cette épreuve, l'ES Sétif et le MC El-Eulma ont obtenu le nul lors de leurs matches joués samedi.

L'ES Sétif, championne d'Afrique en titre, a ramené un précieux nul de Banjul face à son homologue gambien Real Banjul (1-1), alors que le MC El-Eulma a été tenu en échec à domicile par les Ghanéens d'Asante Kotoko (0-0).

Cyclisme/Critérium international de Sétif L'Erythréen Mekseb Debesay vainqueur au sprint final



Le coureur érythréen Mekseb Debesay a remporté dimanche le Critérium international de Sétif, cinquième épreuve du GTAC-2015, devant les Algériens Abdelbasat Hanachi du GS Pétroliers et Hamza Fayçal du Club Sovac. L'Erythréen, vainqueur du Tour international de Blida, a franchi la ligne d'arrivée au sprint final en réalisant un temps de 2h05:24 devant Hanachi (2h05:24) et Hamza Fayçal (2h05:24). Le Critérium international de Sétif a été tracé autour du siège de la wilaya de Sétif, sur un parcours total de 96 kilomètres, finalisé en 30 tours (3,2 km x 30 tours), avec la participation de 71 coureurs. Trois coureurs dont deux Algériens (Kerrar Ayoub et Mansouri Abderahmane), ont pris les choses en main en prenant la tête de la course dès le cinquième tour, reléguant le peloton à plus de 40 secondes. En arrivant au 14e tour, Kerrar Ayoub du GS Pétrolier, a été victime d'une chute, laissant seuls en tête l'Erythréen Abraham Meron et l'Algérien Mansouri Abderahmane. Dans les huit derniers tours, l'Algérien Mansouri Abderahmane du Club Sovac, a pris seul les devants, sans pour autant arriver à prendre une avance sécurisante par rapport au peloton, mené par les coureurs érythréens et algériens du GS Pétroliers.

African Open de Casablanca 2015 de judo Les Algériens Bouyacoub (-100 kg) et Tayeb (+100 kg) en or

Les judokas algériens Lyes Bouyacoub (-100 kg) et Mohamed Amine Tayeb (+100 kg) ont remporté dimanche à Casablanca les médailles d'or de leurs catégories lors de l'African Open de Casablanca (Maroc).

Bouyacoub a battu le Russe Alexey Kazachkov au 1^{er} tour, avant de surclasser en demi-finale l'Anglais Awital Caraz Philip. En finale il remporte son combat face à Nias Bilalov (Russie), s'adjugeant le vermeil.

Mohamed Amine Tayeb a imité son compatriote en dominant d'abord Loïc Davenne (France) puis le Russe Magomed Mazhmidinov. En finale, il s'est imposé devant Jean Sebastien Bonvoisin (France).

De son côté, Mohamed Sofiane Belrekaâ, un autre judoka algérien engagé chez les +100 kg, a pris quant à lui la 5^e place. Même performance pour Oussama Djeddi (-73 kg) qui a pris la 5^e place. Il a été éliminé au second tour par le Français Vincent Valee après avoir dominé le Marocain Abderahim El Kars.

Qualifié pour le repêchage, Djeddi a battu Van Gideo (Afrique du Sud) et a perdu en finale devant l'Espagnol Diego Sanchez Moncada. Salim Rebahi engagé chez les -60 kg, a été éliminé au 1^{er} tour par l'Espagnol Joaquin Gomis.

Dans la même catégorie, Salah Chioukh a surclassé le Français Walide Khyar et a été battu par Nuno Carvalho.

Coupe d'Algérie de football (tirage au sort) ES Sétif-MO Béjaïa, une affiche explosive

Le tirage au sort des demi-finales de la Coupe d'Algérie de football, seniors, effectué avant-hier soir à Alger, a donné lieu à une affiche particulièrement explosive, à savoir, celle qui mettra aux prises le champion d'Afrique en titre et actuel dauphin de la Ligue 1, l'Entente de Sétif, au leader de la Ligue 1, le MO Béjaïa.

Par Anouar M.

Ce match peut être considéré comme une finale avant la lettre, d'autant plus qu'il s'agit des deux formations les plus en forme du moment. Les Sétifiens et en plus d'avoir arraché le titre le plus prestigieux d'Afrique, a arraché un autre titre, celui-là plus honorifique, la Supercoupe d'Afrique. La formation des gars des Hauts Plateaux jouent sur plusieurs fronts cette saison et ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin. Les Sétifiens qui ont bien entamé la défense de leur titre de la Ligue des champions d'Afrique, en revenant avec un nul probant de son déplacement à Banjul face au Real local, souhaite aller encore loin dans cette compétition populaire,



Sétifiens et Bougiotes dans un match au sommet

sachant qu'elle est spécialiste en la matière. De son côté, le MO Béjaïa souhaite prendre un titre cette année et pourquoi pas jouer sur les deux tableaux. Les gars de la ville des Hammadites ont fait une saison exemplaire cette année et méritent bien cette place qu'ils occupent surtout qu'ils ne sont qu'à leur deuxième saison seulement en Ligue 1.

Les pronostiqueurs donneraient l'Entente comme super favori étant donné que c'est elle qui reçoit, mais cela ne veut pas dire que le MOB se déplacera en victime sachant que cette dernière à réussir à se qualifier par deux fois à l'extérieur de ses

bases face aux deux formations oranaises. La deuxième demi-finale mettra aux prises le RC Arbaâ qui a éliminé le NAHD sur penaltys au vainqueur du match qui opposera le NRB Achir et l'ASO Chlef et qui est prévu le 24 mars à Bordj Bou Arréridj.

A souligner que le RCA devra choisir un autre stade que celui où il a l'habitude de jouer en championnat et qui n'est pas indiqué pour accueillir une demi-finale de Coupe d'Algérie en raison de son exigüité. Les demi-finales de la coupe d'Algérie pourraient cependant avoir lieu les 13 et 14 avril prochain.

A. M.

MO Béjaïa Ikhlef se réjouit d'une qualification «historique et méritée»

Le président du MO Béjaïa (L1 de football) s'est réjoui dimanche de la qualification de son équipe aux demi-finales de la Coupe d'Algérie, arrachée samedi sur le terrain de l'ASM Oran (1-1, aux tab : 6-5), la qualifiant d'«événement historique».

«Franchement, nous avons réalisé une qualification historique et méritée au dernier carré de la Coupe d'Algérie, même si c'était au bout de la fatidique série des tirs au but face à une équipe de l'ASMO qui n'a pas démerité», a affirmé le premier responsable des «Crabes», content après la performance que venaient de réaliser ses joueurs la veille. Co-leader du championnat de Ligue, en compagnie de l'ES Sétif (38 points), le MO Béjaïa est entrain de forcer l'admiration, à l'occasion de sa

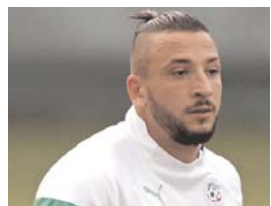


deuxième saison parmi l'élite, en jouant sur deux tableaux à la fois. «Nous avons prouvé que nous avons un groupe soudé, capable de relever le défi. Les joueurs sont à féliciter, mais rien n'est encore fait», a souligné Ikhlef. Dans la perspective des demi-finales, le président du MOB souhaite recevoir à Béjaïa, après avoir disputé trois rencontres en déplacement sur quatre, en

Dame coupe. «Je n'ai pas de préférence à propos de notre prochain adversaire, mais je souhaite de tout cœur que le tirage au sort (ndlr, dimanche 15 mars à 18h30) soit clément avec nous, et nous permette de jouer chez nous, pour que la fête soit totale à Béjaïa». Evoquant le championnat, Aboubakeur Ikhlef, tout en restant modeste, a estimé que le parcours est encore long pour parler d'un éventuel titre. «Il reste huit journées à disputer, soit 24 points en jeu. Nous devons éviter de s'enflammer, même si notre parcours jusqu'à présent est de loin positif. Au cas où nous ne parvenons pas à avoir le titre, notre second objectif est de terminer sur le podium», a-t-il conclu.

Equipe nationale Gourcuff explique la mise à l'écart de Ghilas

Le sélectionneur de l'équipe algérienne de football, Christian Gourcuff, a indiqué dimanche que sa décision d'écarter de ses plans, l'attaquant algérien de Cordoue (Liga espagnole) Nabil Ghilas, est motivée par le souci de «préserver le groupe de tout problème interne». «La dernière fois où j'avais convoqué Ghilas en novembre dernier (ndlr, pour le match face au Mali à Bamako), j'avais eu une altercation avec lui, car il s'était montré frustré de ne pas avoir joué. Les conditions de la concurrence ne lui ont pas donné l'occasion de prendre part à ce match. Le choix de la sélection des joueurs ne se repose pas uniquement sur l'aspect technique, mais également sur la men-



talité du joueur», a affirmé le coach national au quotidien sportif portugais Ojogo. Le joueur de 24 ans, avait atterri à Cordoue lors de l'été dernier, en provenance du FC Porto (division 1 portugaise), à titre de prêt d'une saison. Au terme de la 26^e journée, Ghilas a déjà inscrit 7 buts sous les couleurs

du club andalou. «Nous avons besoin d'avoir de joueurs capables de vivre ensemble, même quand ils ne jouent pas, je comprends que c'est difficile, mais il s'agit des exigences du haut niveau», a-t-il ajouté. Pour Gourcuff, si un joueur «n'est pas capable de gérer ses émotions, en montrant sa frustration, il est préférable d'anticiper et éviter les problèmes qui peuvent miner l'environnement de la sélection», a-t-il conclu. Le technicien breton n'a pas fait appel à Ghilas dans la liste des 37 présélectionnés, dévoilée vendredi 6 mars, en vue du stage prévu à Doha (Qatar) du 23 au 31 mars, ponctué par deux matches amicaux face au pays hôte le 26 mars, et Oman le 30 mars.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

PROFILS

Figures d'élèves en situation de résilience

Par Sid Ali Ouzerrouk

Il a fallu du temps aux experts pour trouver un nom scientifique à cette capacité de l'être social à toujours tenter de se tirer d'affaire. Une forme animale d'instinct de survie déclinée en termes modernes pour expliquer des états de fait tout aussi modernes. C'est une forte propension au bricolage quand l'ingénierie lourde et complexe du «tout corps d'état» vient à se gripper. Le bricoleur désigne, bien entendu, celui qui s'arrange avec les moyens du bord, qui répond aux besoins de l'instant sans viser spécialement un objectif lointain à atteindre ni ne met en place une stratégie à long terme.

La vie quotidienne regorge de situations qui illustrent cette tactique de l'homme ordinaire à «naviguer dans les torrents». Beaucoup d'appellent résilience. Le terme vient de la physique, il fait référence au retour à l'état initial d'un élément déformé. En informatique, la notion désigne «la capacité d'un système ou d'une architecture réseau à continuer à fonctionner en cas de panne». C'est à se demander si la grève des enseignants de l'Education nationale, n'est pas un exemple édifiant pour expliquer le phénomène de résilience chez les lycéens en classe d'examen. Probablement. A regarder de plus près l'entêtement des grévistes à poursuivre un mouvement qui ne poursuit pas forcément une grande unité syndicale et d'autre par la lenteur du ministère de l'Education à trouver une solution rapide, acceptable et durable à la crise, on peut s'interroger plus sérieusement sur l'attitude des élèves à chercher des solutions à un

instant plutôt traumatique.

L'expérience les a poussés à bricoler un système parallèle pratique de survie pédagogique dans une institution scolaire affaiblie dont ils n'attendent en fin de compte qu'une prestation minimale. Les élèves de terminale, à titre d'exemple, lui laissent le soin d'enseigner les matières secondaires et d'organiser les examens, tandis qu'ils se débrouillent comme ils peuvent et avec leurs moyens, pour tout ce qui concerne les matières essentielles.

La démarche tactique, action du faible sur le terrain du fort, est portée par un discours désabusé sur les capacités du secteur à se relever de ses crises. Les élèves tentent de tirer profit de la situation en valorisant le manque à gagner : plus de jours de grève équivaut à moins de matière à préparer pour l'examen final, soit plus de chance de réussir ; tenus malgré eux loin du lycée, c'est plus de temps à consacrer aux cours particuliers et à la préparation en groupe. Voir les choses de ce point de vue peut procurer une certaine satisfaction intellectuelle quant au regard porté sur la société et une forme de jubilation devant les ressources des individus à esquisser des échappatoires. Mais en définitive, le recul enseigne que les solutions viables et qui peuvent assurer une réelle égalité des chances à tous les élèves et une plus grande sérénité tiennent à la résilience de l'institution elle-même. De ses capacités à mettre en place un système scolaire qui offre des prestations de qualité, capables de rassurer les élèves et les parents et qui les délivrent de l'angoisse née des défaillances du système.

S. A. O.

Téléphonie

125 000 abonnés à la 4 G en une année

LE NOMBRE d'abonnés à la téléphonie 4G sans fil en mode fixe LTE s'élève à 125 000 depuis son lancement il y a une année, a indiqué lundi à Alger le P-DG d'Algérie Télécom (AT), Azouaou Mehmel. Avec ce nombre, le réseau mis en place pour la 4G LTE est arrivé à saturation, a ajouté le premier responsable d'AT lors d'une conférence de presse, précisant que cette phase, dont l'objectif était de 100 000 abonnés, a servi d'évaluation du comportement des clients par rapport à cette nouvelle technologie. M. Mehmel a annoncé, à cette occasion, le lancement, dès fin mars courant, de la deuxième phase de la commercialisation de la 4G LTE «avec pour objectif final de géné-

raliser cette technologie à l'ensemble du territoire national». Niant l'existence d'une «pénurie» de modems dédiés à la 4G LTE au niveau des agences commerciales d'AT, le même responsable a relevé, par ailleurs, la difficulté d'éviter des pannes de connexion à internet, notamment dans les grandes villes en raison notamment de la vétusté des câbles téléphoniques. Dans le même contexte, M. Mehmel a rappelé que le nombre d'abonnés à l'internet haut débit ADSL a atteint 1,6 million. Interpellé sur l'éventualité pour AT d'investir à l'étranger, son premier responsable a rétorqué que cette décision revient aux pouvoirs publics et est tributaire des opportunités existantes.

Kamel L.

ÉDUCATION NATIONALE

DES CD CONTENANT DES COURS POUR LES ÉLÈVES DE TERMINALE



Loumis

Djalou@hotmail.com

«Frères en tout lieu» ce mardi à Tizi Ouzou

La caravane «Khawa Fi Koul Makane» fait escale

■ Dans la matinée de mardi, il sera question de visites guidées vers le village Redjaoua, la base nautique du barrage Taksebt et du musée du moudjahed de M'douha, alors que dans l'après-midi de la même journée, des spectacles seront donnés à la Maison de la culture.

Par Hamid Messir

La caravane «Khawa Fi Koul Makane» (frères en tout lieu), initiée par le ministère de la Jeunesse fera, aujourd'hui mardi, une halte à Tizi Ouzou, avons-nous appris auprès de la chargée de communication à la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya, Dalila Khouas. Pour la circonstance, un riche programme a été concocté par la même direction autour de plusieurs axes culturels, artistiques et sportifs. Selon ce programme transmis par notre source, dans la matinée de mardi, il sera question de visites guidées vers le village Redjaoua, la base nautique du barrage Taksebt et du musée du moudjahid de M'douha. Alors que dans l'après-midi de la même journée, des spectacles seront donnés



au niveau de la Maison de la culture Mouloud-Mammeri. L'objectif de ladi-

te caravane, selon notre interlocutrice, est de promouvoir une des constantes du peuple algérien : l'union nationale, à travers les liens de solidarité en plus de celui de permettre aux jeunes des différentes régions du pays de nouer des contacts pour des échanges dans divers domaines.

H. M.

Tamanrasset

Arrestation de 30 contrebandiers

TRENTE contrebandiers en majorité de nationalité nigérienne ont été arrêtés dimanche, par les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) à In Guezzam et cinq kilogrammes de kif traité ont été saisis à Ouargla, a indiqué lundi le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, un détachement de l'ANP, relevant du secteur opérationnel de Ouargla (4^e Région militaire), lors d'un barrage dressé dans la localité de Nezza à Hassi Messaoud,

le 15 mars 2015, a arrêté un chauffeur de camion accompagné de deux personnes en possession de 5 kilogrammes de kif traité», a précisé la même source. Par ailleurs, «deux détachements du secteur opérationnel d'In Guezzam (6^e Région militaire), ont appréhendé le même jour, 30 contrebandiers, dont 3 Algériens et 27 Nigériens et ont saisi 4 véhicules tout-terrain, 1 600 litres de carburant, 1 040 kilogrammes de denrées alimentaires, 31 détecteurs de métaux et 3 téléphones satellitaires», a ajouté le communiqué du MDN.

Safy T/AP5

Secousse tellurique

Séisme de 4,1 à Hamam Melouane

UNE SECOUSSE tellurique d'une magnitude de 4,1 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée lundi à 12h13 (heure locale) dans la wilaya de Blida, a indiqué le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué. L'épicentre de la secousse a

été localisé à 4 kilomètres au nord-ouest de Hamam Melouane, a précisé la même source. Cette secousse a été suivie d'une réplique de magnitude de 3,7 degrés à 12h37 (heure locale), a ajouté le CRAAG, précisant que son épicentre a été localisé à 4 kilomètres au nord-ouest de Hamam Melouane.

APS

Béni Djellil / Béjaïa Rassemblement des villageois devant le siège de la wilaya

LA COORDINATION des associations et comités des villages de la commune de Béni Djellil a organisé hier un rassemblement devant le siège de la wilaya. Les villageois ont réitéré leurs revendications et demander au wali d'intervenir pour fléchir la position du maire pour la répartition équitable des projets et surtout octroyer des projets par ordre de priorité. Ils ont demandé aux autorités de la wilaya d'intervenir afin que le maire associe la population dans la répartition des 6,2 milliards de centimes octroyés à l'APC dans le cadre des PCD cette année. Les protestataires ont dénoncé hier l'attitude de l'exécutif.

H.C.